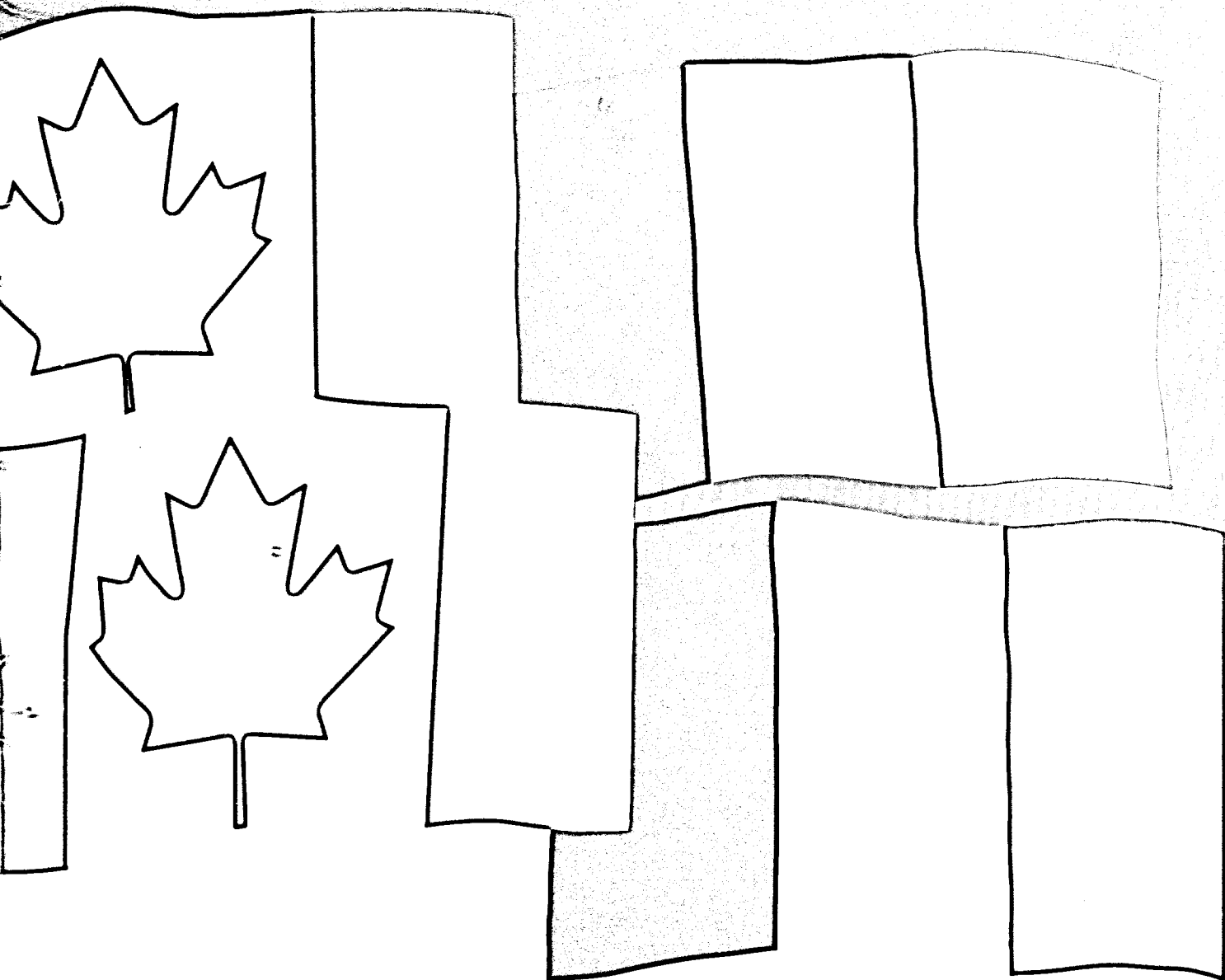


**La visite officielle au Canada du  
Président de la République française  
M. François Mitterrand**

**du 25 au 28 mai 1987**





113.248.507

DATE DUE		DUE DATE	
DATE DE RETOUR			

DOCS  
 CA1 EA 87022 EXP  
 Official visit to Canada of the  
 President of the French Republic,  
 Mr. Francois Mitterrand : May 25-26  
 1987. --  
 43248506





43.248.507

# La visite officielle au Canada du Président de la République française, M. François Mitterrand

---

du 25 au 28 mai 1987

## *TABLE DES MATIÈRES*

Son Excellence Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada	1
Le Président François Mitterrand	2
Le Premier ministre Brian Mulroney	3
Le ministre des affaires étrangères Jean-Bernard Raimond	4
Le secrétaire d'État aux affaires extérieures Joe Clark	5
Les relations Canada-France	7
Le Canada et la France, partenaires en affaires	9
Tableaux et statistiques sur le commerce	12
Les investissements français au Canada et canadiens en France	19
La coopération scientifique et technologique	20
Les relations maritimes Canada-France	21
Le Sommet économique de Venise	22
Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, Québec, du 2 au 4 septembre 1987	23
Grandes questions internationales	24
France—Fiche documentaire	29

---

## SON EXCELLENCE

---

JEANNE SAUVÉ

---

GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA

---

Née à Prud'homme (Saskatchewan) le 26 avril 1922, M<sup>me</sup> Sauvé a fait ses études secondaires au couvent Notre-Dame-du-Rosaire à Ottawa et a ensuite fréquenté l'Université de la même ville. Elle a obtenu un diplôme en civilisation française de l'Université de Paris en 1952.

Présidente de la Jeunesse étudiante catholique de 1942 à 1947, elle fonde, en 1947, la Fédération des mouvements de jeunesse du Québec. De 1948 à 1950, elle étudie les sciences économiques à Londres et enseigne le français au London City Council. En 1951, elle devient adjointe du directeur de la Section Jeunesse de l'UNESCO à Paris.

De 1952 à 1972, elle fait carrière à la Société Radio-Canada (réseaux français et anglais) en qualité de journaliste et d'animatrice.

En 1972, M<sup>me</sup> Sauvé est élue député libéral de la circonscription d'Ahuntsic (région de Montréal) à la Chambre des communes et devient ministre d'État responsable des Sciences et de la Technologie. Réélue en juillet 1974, elle est nommée ministre de l'Environnement et, le 5 décembre 1975, ministre des Communications. Elle assume alors des responsabilités particulières concernant les relations du Canada avec les pays francophones.

Réélue dans la circonscription de Laval-des-Rapides en 1979, elle préside la Commission parlementaire de la culture et des communications et agit comme critique de l'Opposition officielle dans le domaine des communications. En avril 1980, elle est élue à la présidence de la Chambre des communes, poste qu'elle occupera jusqu'au 14 janvier 1984.

Le 23 décembre 1983, elle devenait le 23<sup>e</sup> Gouverneur général du Canada et la première femme à occuper ce poste.

M<sup>me</sup> Sauvé est mariée à l'honorable Maurice Sauvé et ils ont un fils, Jean-François, né le 30 juillet 1959.



# MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND

## PRÉSIDENT DE

### LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente). Il est titulaire de deux certificats de lettres (sociologie et littérature française), d'une licence en droit et du diplôme d'études supérieures de droit public, et diplômé lauréat de l'École des Sciences politiques.

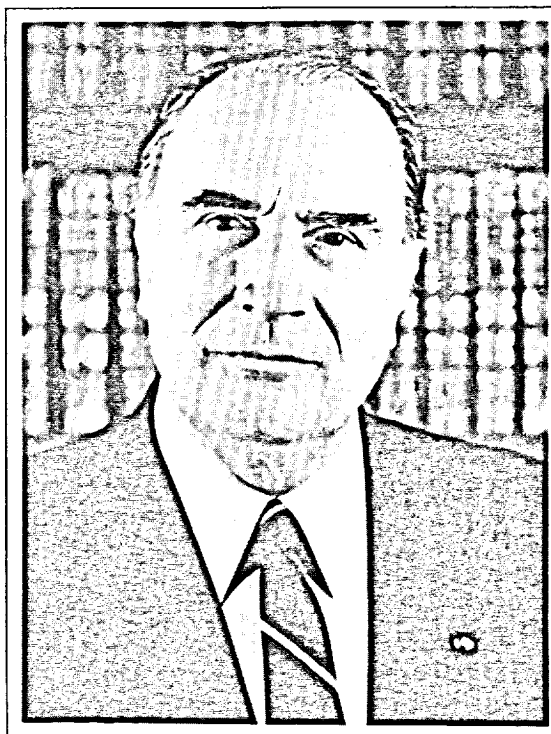
Mobilisé en 1939 comme sergent d'infanterie coloniale, il est fait prisonnier en Allemagne, mais il réussit à s'en évader à sa troisième tentative et fonde, en mars 1942 (il a alors 25 ans), le principal mouvement de résistance des prisonniers de guerre. Nommé par le Général de Gaulle secrétaire général aux Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés, il participe au premier conseil de gouvernement de la France libérée le 27 août 1944.

Élu député de la Nièvre en 1946, il est nommé ministre des Anciens combattants l'année suivante, dans le gouvernement Ramadier, et devient ainsi, à 30 ans, le plus jeune ministre en exercice depuis un siècle. Sous la IV<sup>e</sup> République, il participera successivement à onze gouvernements en qualité, notamment, de secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, de ministre de la France d'outre-mer, de ministre de l'Intérieur et de ministre de la Justice. Il sera cependant battu aux élections législatives de décembre 1958. Élu peu après maire de Château-Chinon, il devient sénateur de la Nièvre en avril 1959.

En novembre 1962, M. Mitterrand retrouve son siège à l'Assemblée nationale, où il s'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique. En 1965, il est candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle du 5 décembre, où il se classe immédiatement après le Général de Gaulle, restant seul face à celui-ci au deuxième tour.

En septembre 1965, il est élu président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Il est réélu député de la Nièvre en mars 1967, puis en juin 1968.

À l'issue du Congrès d'Épinay-sur-Seine, en juin 1971, M. Mitterrand est élu premier secrétaire du Parti socialiste. Il sera confirmé dans ce poste en 1973, 1975, 1977 et 1979. Candidat unique de la gauche à l'élection



présidentielle de 1974, il obtient 49,5 p. cent des voix, son concurrent étant élu avec 50,5 p. cent. Il a été élu Président de la République le 10 mai 1981, au deuxième tour, avec 51,75 p. cent des voix.

M. Mitterrand a publié plusieurs ouvrages, dont *La Chine au défi*, *Le coup d'État permanent*, *Ma part de vérité*, *La rose au poing*, *La paille et le grain*, *L'abeille et l'architecte*, *Ici et maintenant* et *Réflexions sur la politique extérieure de la France*.

Il est officier de la Légion d'honneur à titre militaire, titulaire de la rosette de la Résistance, de la médaille des Évadés et de la Croix de guerre 1939-1945 avec trois citations.

M. Mitterrand est marié à Danielle Gouze, et le couple a deux enfants.

*LE TRÈS HONORABLE  
BRIAN MULRONEY  
PREMIER MINISTRE DU CANADA*

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a œuvré dans de nombreux organismes de charité tels Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.



# *MONSIEUR JEAN-BERNARD RAIMOND*

## *MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES*

M. Raimond est né à Paris le 6 février 1926. Il est diplomate de carrière et a étudié à l'École supérieure de Paris ainsi qu'à l'École nationale d'administration de cette ville.

Au cours des années 50 et 60, il exerce diverses fonctions au ministère français des Affaires étrangères. Directeur adjoint au cabinet du ministre des Affaires étrangères de 1967 à 1968, il est nommé conseiller technique au cabinet du Premier ministre, poste qu'il occupe jusqu'en 1969.

Élu Président de la République française en juin 1969, M. Georges Pompidou l'appelle au secrétariat général de la présidence de la République pour y occuper le poste de chargé de mission, puis de conseiller technique.

En 1973, M. Raimond est nommé ambassadeur à Rabat. Après avoir occupé le poste de directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères entre 1978 et 1979, il exerce la fonction de directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques jusqu'en 1982, année où il est nommé ambassadeur à Varsovie. De la capitale polonaise, il passe directement à Moscou en janvier 1985, en qualité d'ambassadeur en URSS.

Le 20 mars 1986, à la demande du Premier ministre Jacques Chirac, il devient ministre des Affaires étrangères.





---

*LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK*

---

*SECRÉTAIRE D'ÉTAT*

---

*AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES*

---

M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il a déjà été Premier ministre du Canada et Chef national de son parti.

Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes aux élections de 1972. Il y a été réélu en 1974, 1979, 1980 et 1984. Il est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979. Il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Le 17 septembre 1984, M. Clark est nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans le nouveau gouvernement progressiste-conservateur majoritaire. Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité des priorités et de la planification chargé du commerce.

Depuis 1984, M. Clark s'est employé à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent. Il est un ardent défenseur des organisations multilatérales comme les Nations Unies, le Commonwealth et la Francophonie. Il s'efforce également d'accroître le rôle et l'influence du Canada en Asie, dans le Tiers-Monde et auprès de nos plus proches alliés.



## LES RELATIONS CANADA-FRANCE

multiples et variées, les relations entre la France et le Canada englobent tous les secteurs d'activités de nos deux sociétés. Fondées sur l'histoire, valorisées par le partage d'épreuves communes et animées par l'appartenance à un même patrimoine culturel, ces relations font de la France un partenaire privilégié pour le Canada.

Au plan politique, la visite du Premier ministre Brian Mulroney à Paris, en février 1986, et la réussite du premier Sommet franco-phonie sont venus démontrer le nouvel esprit, empreint de confiance, qui anime désormais les rapports entre Paris et Ottawa. A cet égard, la visite du Président de la République, vingt ans après celle du Général de Gaulle, prend valeur de symbole.

Les contacts entre les deux gouvernements sont fréquents, comme l'illustre le niveau des échanges de visites ministérielles. Ainsi, ces derniers six mois, le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, de même que le ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Michel Côté, se sont rendus en France, tandis que les ministres français des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Culture et de la Communication visitaient le Canada en janvier dernier. Le Premier ministre, M. Jacques Chirac, doit pour sa part effectuer une visite au Canada au moment du Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Québec en septembre.

La qualité des relations bilatérales se prolonge aussi sur la scène internationale, où la France et le Canada travaillent ensemble dans le cadre de plusieurs organisations. Que ce soit au sein des organismes des Nations Unies, du Sommet des Sept, de l'OTAN, ou encore de l'OCDE, les intérêts et les points de vue des deux pays convergent souvent quand ils ne coïncident pas étroitement, comme c'est le cas de leur action commune et exemplaire au sein de la Francophonie. Cette coopération est particulièrement étroite au moment où se prépare le deuxième Sommet qui se tiendra à Québec.

En 1986, la valeur de nos échanges commerciaux avec la France a franchi le cap des

2,5 milliards \$CAN. Cette performance traduit une croissance constante de nos échanges depuis cinq ans, mais les gouvernements et les milieux d'affaires des deux pays sont d'avis qu'il y a place pour un accroissement encore plus dynamique de nos relations économiques, compte tenu du potentiel des économies respectives. Le Premier ministre Mulroney a d'ailleurs confirmé lors de sa visite à Paris en février 1986 que le gouvernement canadien entendait faire de la croissance des échanges économiques bilatéraux la priorité de l'action canadienne en France. Comme l'a affirmé le Premier ministre, l'intensification des rapports économiques se fera principalement par le canal privilégié de la coopération industrielle et des investissements des deux côtés de l'Atlantique.

Dans ce contexte, la Commission mixte économique qui s'est réunie en janvier 1987, sous la coprésidence du ministre canadien de l'Expansion industrielle régionale, M. Michel Côté, et du ministre français du Commerce extérieur, M. Michel Noir, a donné l'occasion de faire le point sur les projets bilatéraux de coopération industrielle. Le ministre Côté a d'ailleurs réitéré l'intérêt des entreprises canadiennes à s'associer à leurs homologues français dans le cadre des projets EUREKA. Un important accord de coopération économique et industrielle a été signé à l'issue des travaux de la Commission.

Le dossier litigieux entre les deux pays demeure celui des relations en matière de pêche et de la délimitation de la frontière maritime au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les nombreuses séances de négociations qui se sont tenues depuis plusieurs années n'ont pas permis de déboucher sur une solution permanente de ces différends. Les discussions continuent toujours sur une base régulière afin de tenter de parvenir à un règlement de cette importante question.

Les deux pays entretiennent aussi des échanges fructueux dans les secteurs scientifique et culturel. Entre autres, dans le vaste domaine des communications, le secteur audiovisuel a été un champ d'intervention particulièrement fertile grâce aux accords de coproduc-

tion cinématographique et télévisuelle signés en 1984. Jusqu'à maintenant, des productions conjointes totalisant plus de 70 millions \$CAN ont été réalisées en vertu de ces accords, et des projets d'une valeur totale de 50 millions \$CAN sont actuellement à l'étude. Fait à noter, une société canadienne, Vidéotron, a acquis une participation dans la cinquième chaîne de télévision française. Enfin, les téléspectateurs canadiens, tout comme leurs homologues européens, pourront bientôt avoir accès au nouveau réseau francophone, TV5, qui diffusera les émissions des producteurs des pays francophones participants (France, Suisse, Belgique et Canada).

Pour assurer la poursuite de ses programmes en France, le gouvernement dispose, en plus du service de l'ambassade à Paris, d'un

bureau commercial à Lyon. À la suite du redéploiement des effectifs canadiens en France, le consulat général du Canada à Marseille est fermé depuis le 31 mars dernier. Enfin, un consul honoraire sera bientôt nommé à Strasbourg.

### *Visites présidentielles au Canada*

Le Président François Mitterrand sera le troisième Président français à venir en visite officielle au Canada. M. Vincent Auriol a été le premier chef d'État français à faire un voyage officiel au Canada en 1951. Le Général de Gaulle a visité notre pays à deux reprises en qualité de Président de la République, en 1960 et en 1967.

# LE CANADA ET LA FRANCE, PARTENAIRES EN AFFAIRES

## Le commerce

Le gouvernement canadien est désireux plus que jamais d'établir avec la France des relations privilégiées prioritairement axées sur l'objectif commun d'intensifier les rapports économiques, commerciaux et technologiques, des deux côtés de l'Atlantique.

Ces objectifs et intérêts canadiens correspondent à ceux du gouvernement français, dont les préoccupations économiques passent aussi par une stratégie globale d'expansion, avec un intérêt croissant pour le Canada.

En 1986, la France était notre huitième partenaire commercial en importance et venait au troisième rang de nos partenaires en Europe occidentale. Au cours de la décennie qui a précédé 1980, nos échanges avec la France se sont accrues d'année en année. Après cette date, nos exportations ont connu un déclin progressif pendant que nos importations enregistraient une forte hausse.

En effet, depuis 1980, nos exportations vers la France ont été affectées par la récession économique qui a frappé la plupart des pays industrialisés et dont l'impact s'est surtout fait sentir sur nos exportations de matières premières. De même, la stagnation de la construction et des travaux publics en France a influencé à la baisse nos exportations de bois et de produits forestiers en général. Jusqu'à un passé encore récent, la fermeté du dollar par rapport au franc français expliquait aussi l'accroissement de nos importations de produits français et notre déficit commercial avec ce pays depuis 1982.

Au fil des ans, la structure de nos échanges bilatéraux est demeurée sensiblement la même. Nos exportations en France se composent surtout de produits bruts ou semi-finis tandis que nos importations comprennent surtout des articles de consommation, des vins, des automobiles, des imprimés, etc.

Alors que le commerce extérieur du Canada est dominé par les échanges avec les États-Unis, celui de la France est centré sur la CEE, qui lui fournit 50 p. cent de ses importa-

tions. Notre part du marché français représente près de 1 p. cent. En 1986, nos exportations en France se sont établies à quelque 0,8 p. cent de l'ensemble de nos exportations.

Selon Statistique Canada, nos échanges avec la France en 1986 ont totalisé 2,54 milliards \$CAN. Il s'agissait là d'un chiffre modeste en proportion de nos échanges globaux avec l'étranger, qui ont représenté la somme de 233 milliards \$CAN, et du commerce extérieur global de la France, qui atteignait les 254,3 milliards \$US en 1986.

Nos exportations vers la France se sont accrues de 34 p. cent en 1986 pour atteindre 961 millions \$CAN, surtout en raison d'un relèvement de nos ventes de moteurs d'avions et de leurs pièces, de produits chimiques inorganiques, de poissons, de pâtes de bois, de bois d'oeuvre et de résineux et de matériels de télécommunications.

En 1986, nos importations en provenance de France ont connu une hausse de 15,4 p. cent par rapport à 1985 pour atteindre un niveau record de 1,58 milliard \$CAN. Cette augmentation était largement attribuable aux boissons, particulièrement les vins et spiritueux (plus 41 millions \$CAN), aux machines pour industries spéciales (plus 37 millions \$CAN), aux articles ménagers (plus 9 millions \$CAN) et aux fournitures médicales et ophtalmiques (plus 7 millions \$CAN). Le secteur des voitures particulières était par contre en nette régression (moins 30 millions \$CAN). Au nombre des grandes caractéristiques des exportations françaises au Canada, mentionnons leur destination (plus de 50 p. cent au Québec) et la forte proportion d'articles de consommation comme les automobiles, les pneus, les vins et alcools, les livres, etc.

Il est à prévoir cependant que nos importations de France s'accroîtront de nouveau, de façon substantielle, au cours des prochaines années du fait, entre autres, de l'achat récent de l'avion européen Airbus par la société canadienne Wardair, pour près de 950 millions \$CAN, du fait aussi de l'importation éventuelle de pièces détachées automobiles pour quelque

1,25 milliard \$CAN, au cours des prochains cinq ans, afin d'approvisionner la nouvelle usine d'AMC/Renault à Brampton (Ontario). L'éventuelle prise de contrôle d'AMC/Renault par la société Chrysler ne devrait pas pour autant mettre en péril la production des deux modèles Renault prévue à l'usine de Brampton.

L'expansion de notre commerce et de nos échanges avec la France demeure cependant tributaire dans une large mesure de la situation économique mondiale, de même que des conditions économiques propres à la France. Nos exportations sont en effet directement liées, entre autres, au taux de croissance de l'économie française, à l'évolution de nos monnaies respectives, au niveau de consommation des ménages et aux investissements des entreprises.

Étant donné qu'on ne peut prévoir avec certitude ce que sera la conjoncture économique en 1987, tant au Canada qu'en France, la plupart des observateurs s'accordent néanmoins à prédire pour la France une croissance du produit intérieur brut, une progression des investissements et une légère croissance des dépenses de consommation des ménages. Ces indices, ainsi que la poursuite par le gouvernement français d'une politique de gestion rigoureuse, complétée par une volonté marquée de modernisation, devraient permettre à nos exportateurs et à nos industriels de garder et même d'accroître leur part du marché français.

### *Énergie et minéraux*

En 1984, le Canada a pour la première fois vendu du charbon à la France et ce, pour plus de 26 millions \$CAN. Certains investissements français dans ce secteur au Canada, des contrats d'approvisionnements à long terme et l'imposition par la France de restrictions sur les importations en provenance de certains pays devraient nous permettre de continuer à augmenter sensiblement nos ventes dans les prochaines années. Celles-ci ont dépassé 47 millions \$CAN en 1986.

Nos ventes de minerais et concentrés, principalement le zinc, l'uranium et l'amianté, ont aussi progressé en 1986 et devraient continuer de même en 1987.

### *Produits forestiers*

Nos exportations de produits forestiers en France, dont le déclin avait été amorcé en 1983 en raison de la hausse du dollar et d'une vive concurrence des pays scandinaves, sont restées relativement faibles en 1984 et 1985. La situation s'est néanmoins améliorée en 1986, grâce à la normalisation du cours du dollar et à la reprise de la construction en France.

### *Produits de la mer*

En 1986, la France a importé pour 5,9 milliards FF de produits de la mer, tous produits confondus, dont 354 millions FF en provenance du Canada.

De par sa situation géographique, le Canada a accès à des ressources halieutiques abondantes et variées dont le saumon du Pacifique, le homard et d'autres espèces de poissons frais, qui constituent nos principales exportations en France.

### *Produits agricoles*

La France occupe une place prépondérante dans le commerce mondial des denrées agricoles et alimentaires. Elle vient en effet au deuxième rang des pays exportateurs de produits agro-alimentaires, derrière les États-Unis, mais devant les Pays-Bas.

La balance commerciale française de produits agricoles et alimentaires affichait en 1985 un solde excédentaire de 34,4 milliards FF. Malgré cela, les importations agro-alimentaires françaises, en 1985, ont quand même atteint un total de 112,2 milliards FF, dont 960 millions FF en produits canadiens. Les principaux produits canadiens exportés vers la France sont les viandes et abats, les fruits et préparations de fruits, ainsi que certains légumes et préparations de légumes.

### *Produits de haute technologie*

Les exportations vers la France d'équipement professionnel canadien, surtout dans les secteurs de la bureautique, de l'électronique

professionnelle et de l'aéronautique, montrent des performances fort intéressantes, en particulier si l'on tient compte de la vive concurrence des États-Unis, du Japon et des pays européens en général, dans ces mêmes secteurs.

Nos équipements de télécommunication, nos pièces et composantes électroniques, nos semi-conducteurs, nos moteurs et pièces d'avion, nos appareils de bureautique et nos logiciels sont en effet commercialisés avec succès en France.

# TABLEAUX ET STATISTIQUES SUR LE COMMERCE

## PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA FRANCE

(milliers \$CAN)

	1984	1985	1986
Pâtes de bois et pâtes similaires	117 698	92 318	117 559
Poissons et produits de la pêche	70 316	58 859	74 322
Autres minéraux non métalliques bruts	39 695	37 461	53 969
Bois d'oeuvre, résineux	35 035	20 554	29 763
Autres produits chimiques inorganiques	30 078	77 987	144 835
Charbon	26 102	33 541	47 481
Amiante, non ouvré	25 654	14 687	20 902
Minerais et concentrés de fer	25 129	51 015	53 223
Machines et matériel de bureau	24 787	29 363	19 749
Équipement et matériel de télécommunication	21 640	19 070	32 814
Minerais, concentrés et déchets de zinc	17 924	16 385	21 207
Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées	17 597	14 975	18 473
Engrais et matières fertilisantes	17 533	12 803	16 007
Blé	16 733	16 249	13 419
Graine de colza	14 890	—	—
Moteurs d'avions et pièces	14 367	31 840	56 895
Matériel de navigation et pièces	12 892	7 623	4 071
Soufre	12 515	19 819	17 068
Ouvrages de base en métal	7 337	3 738	6 589
Papier journal	1 590	3 295	13 179
Total partiel:	549 512	561 582	761 525
Autres:	155 129	151 106	200 138
<b>TOTAL:</b>	<b>704 641</b>	<b>712 688</b>	<b>961 663</b>

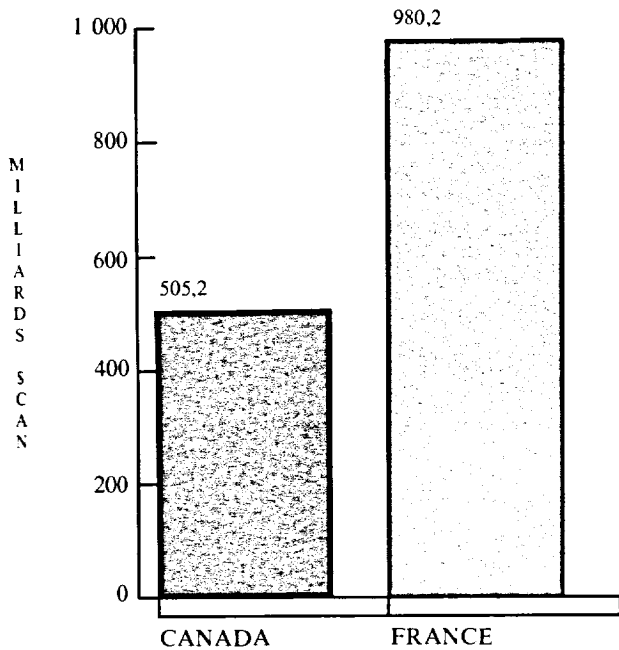
**PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES  
EN PROVENANCE DE FRANCE**

*(milliers \$CAN)*

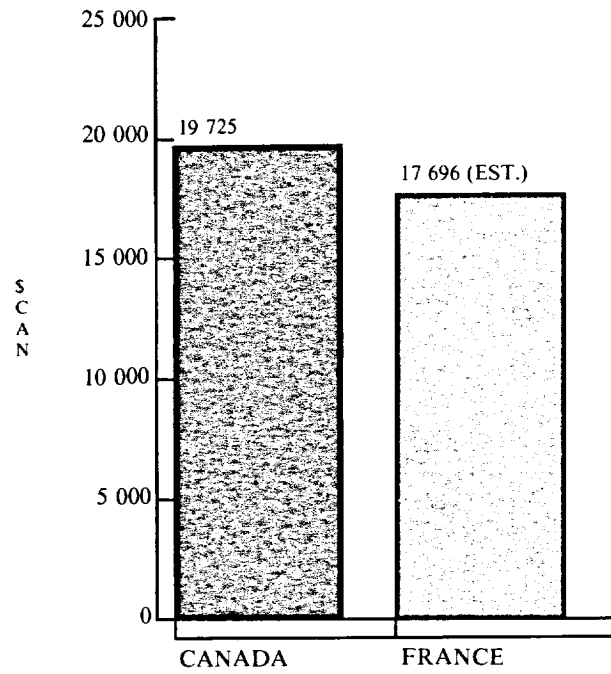
	1984	1985	1986
Boissons (y compris vins)	133 940	131 309	172 772
Voitures particulières et châssis	78 740	47 243	16 299
Boissons alcooliques distillées	40 072	38 352	46 621
Tôles, feuilles, feuillards d'acier	38 361	43 188	47 631
Pièces de véhicules, sauf moteurs	38 198	45 153	53 284
Livres et brochures	35 877	36 458	39 848
Aluminium (y compris alliages)	35 706	50 765	28 450
Produits chimiques organiques	35 545	44 600	48 803
Barres et tiges en acier	30 045	36 437	30 443
Articles d'usage personnel et articles ménagers	29 538	38 504	48 323
Vêtements de dessus non tricotés	29 416	37 763	41 264
Ustensiles de cuisine, de table et coutellerie	24 769	27 011	31 291
Autre matériel de transport	22 038	19 617	18 122
Autres machines pour industries spéciales	18 772	12 502	50 183
Autres fer, acier et alliages	16 902	15 049	11 829
Fournitures médicales, ophtalmiques et orthopédiques	16 880	17 141	24 451
Matériel divers et outils	16 799	20 672	23 754
Journaux, revues et périodiques	16 273	13 254	12 054
Tracteurs à roues, neufs	14 999	12 855	10 407
Autres instruments de mesure, laboratoire, etc.	14 885	20 264	20 255
Total partiel:	687 755	708 137	776 084
Autres:	531 733	665 085	809 206
<b>TOTAL:</b>	<b>1 219 488</b>	<b>1 373 222</b>	<b>1 585 290</b>



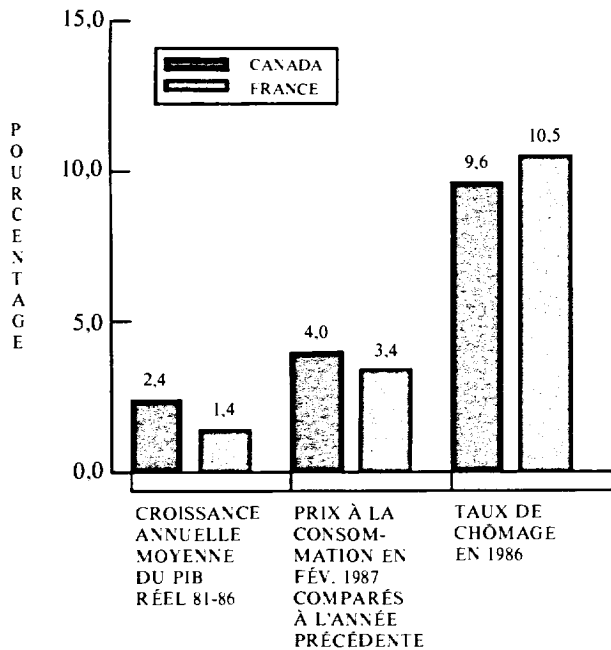
**INDICATEURS ÉCONOMIQUES  
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) (1986)**



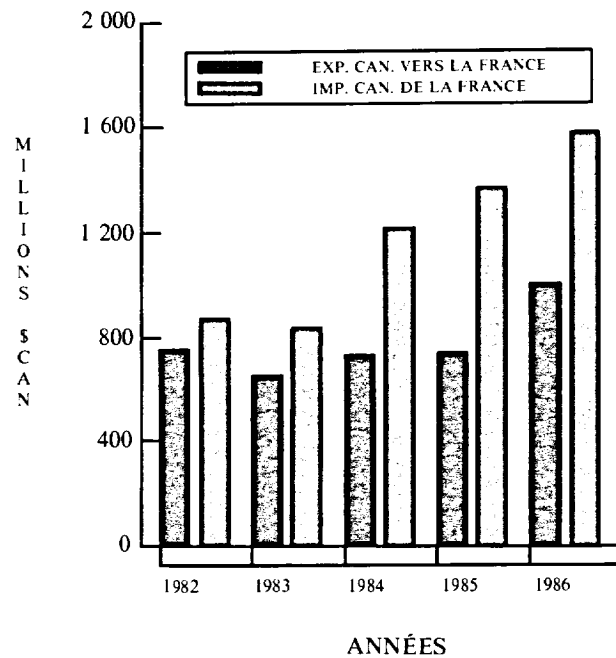
**PIB PAR HABITANT (1986)**

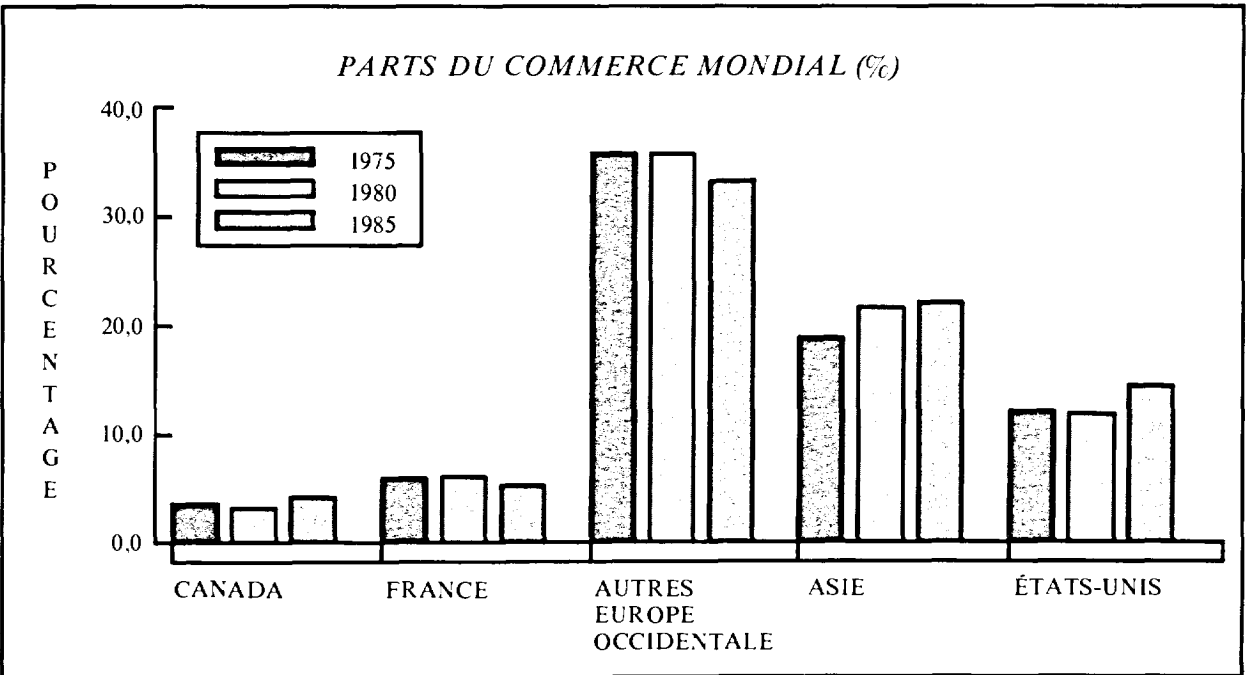
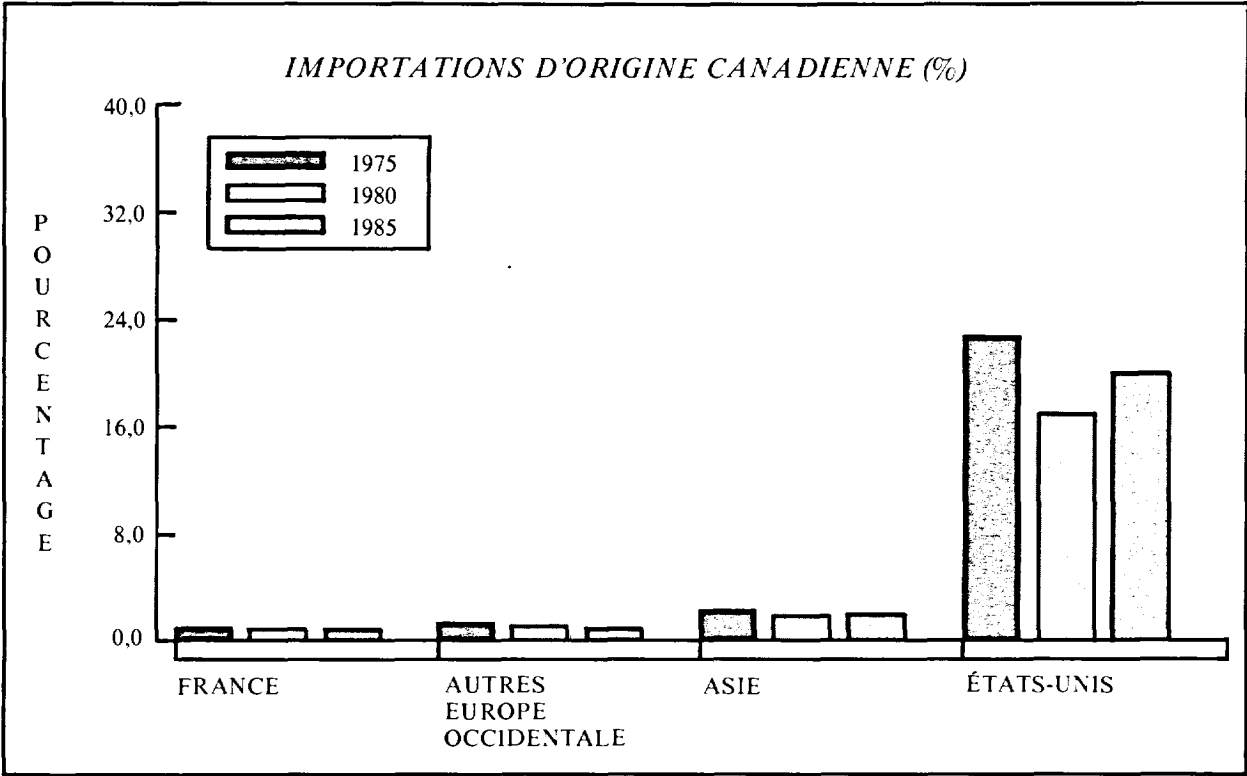


**STATISTIQUES COMPARATIVES**

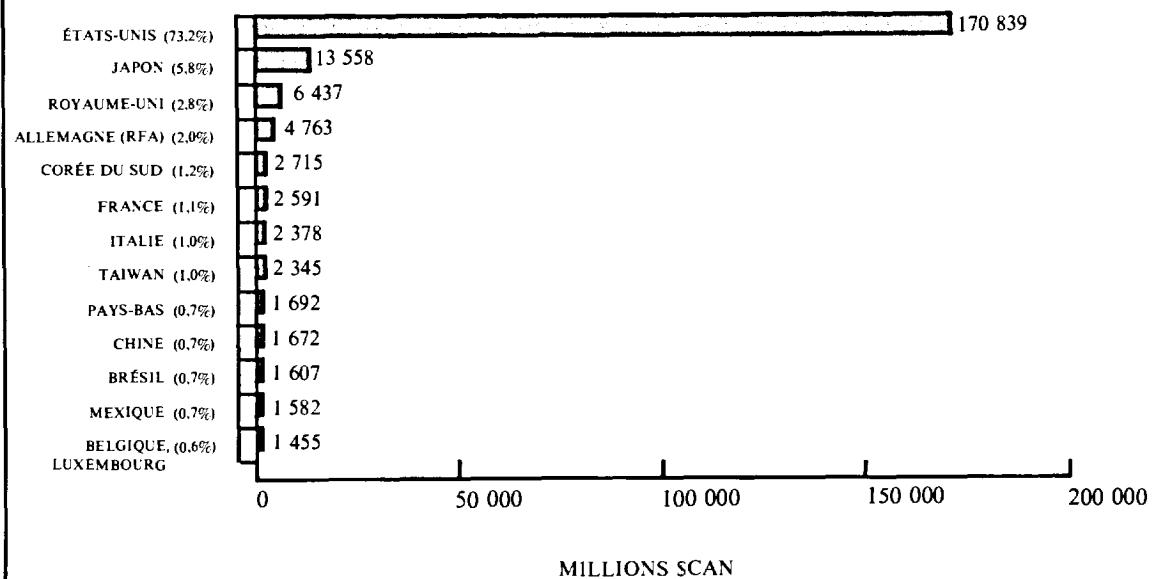


**COMMERCE ENTRE LE CANADA  
ET LA FRANCE (1982 - 1986)**

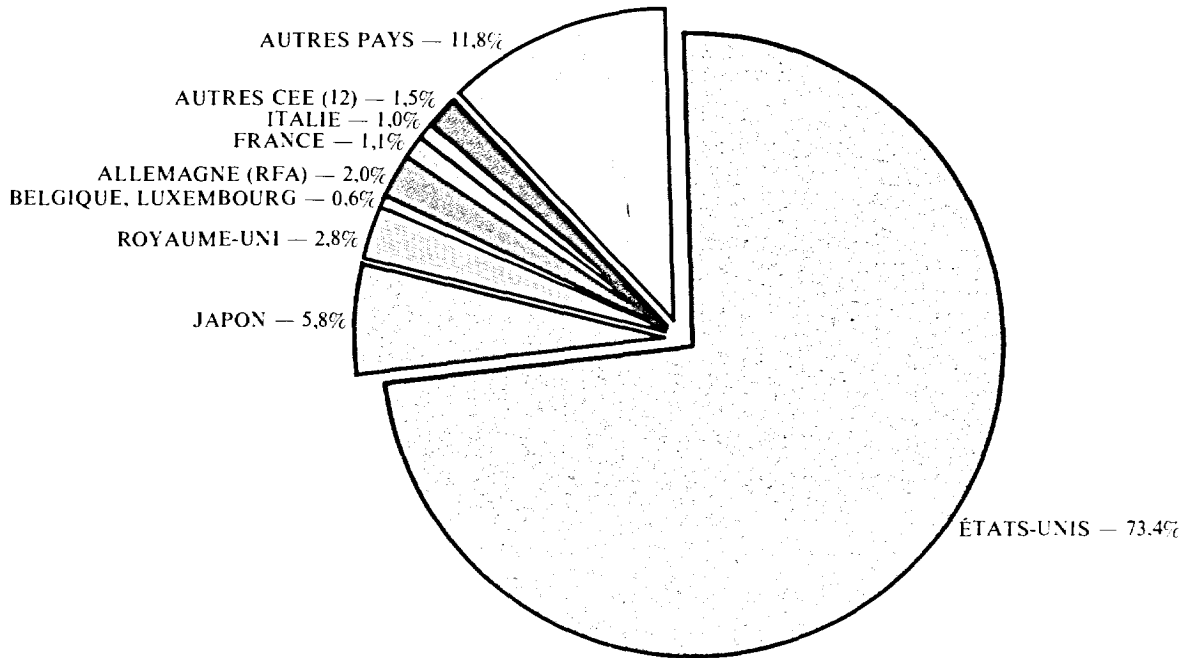




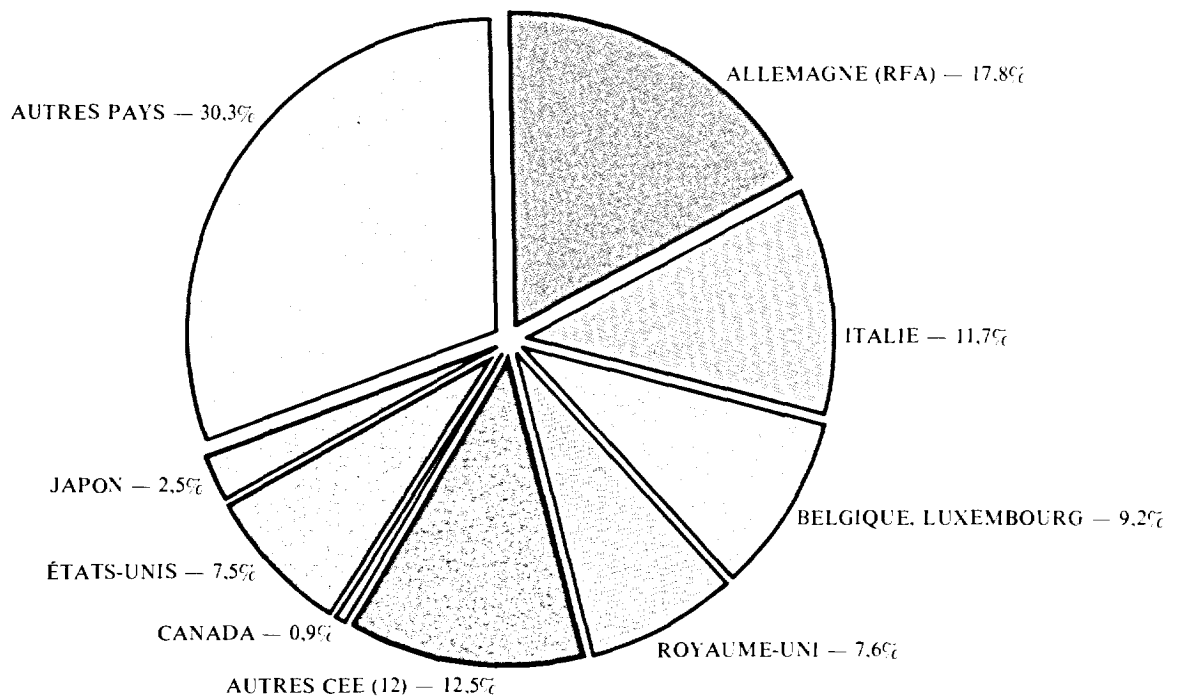
### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CANADA (1986)



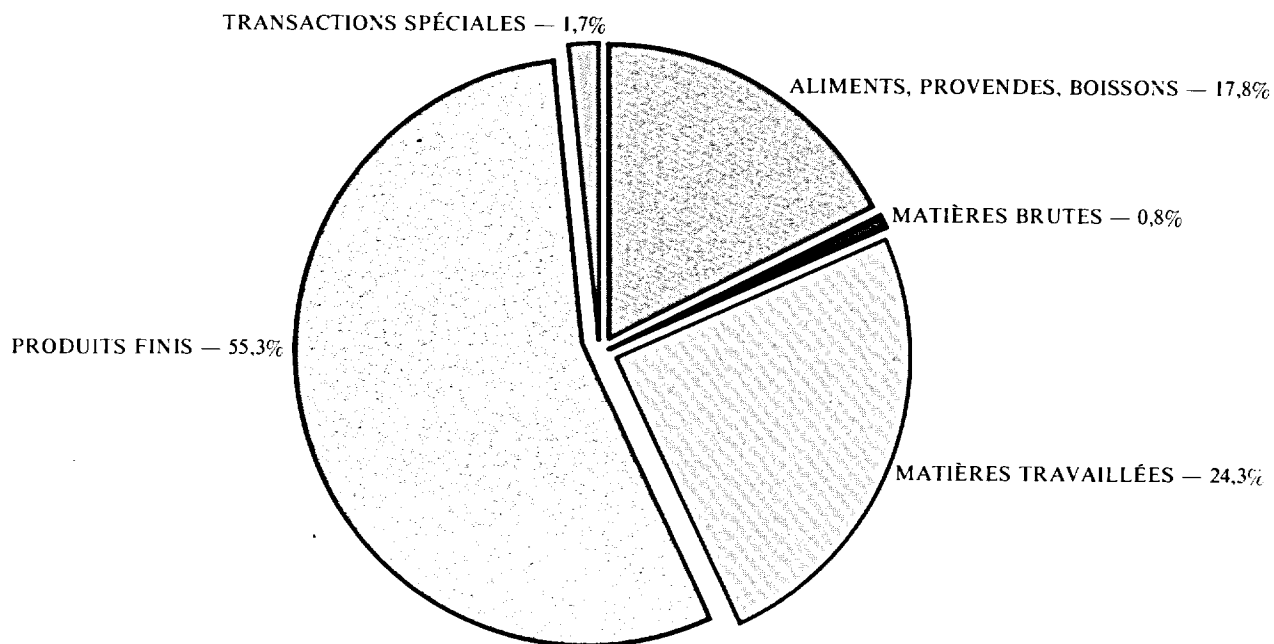
RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DU CANADA — 1986



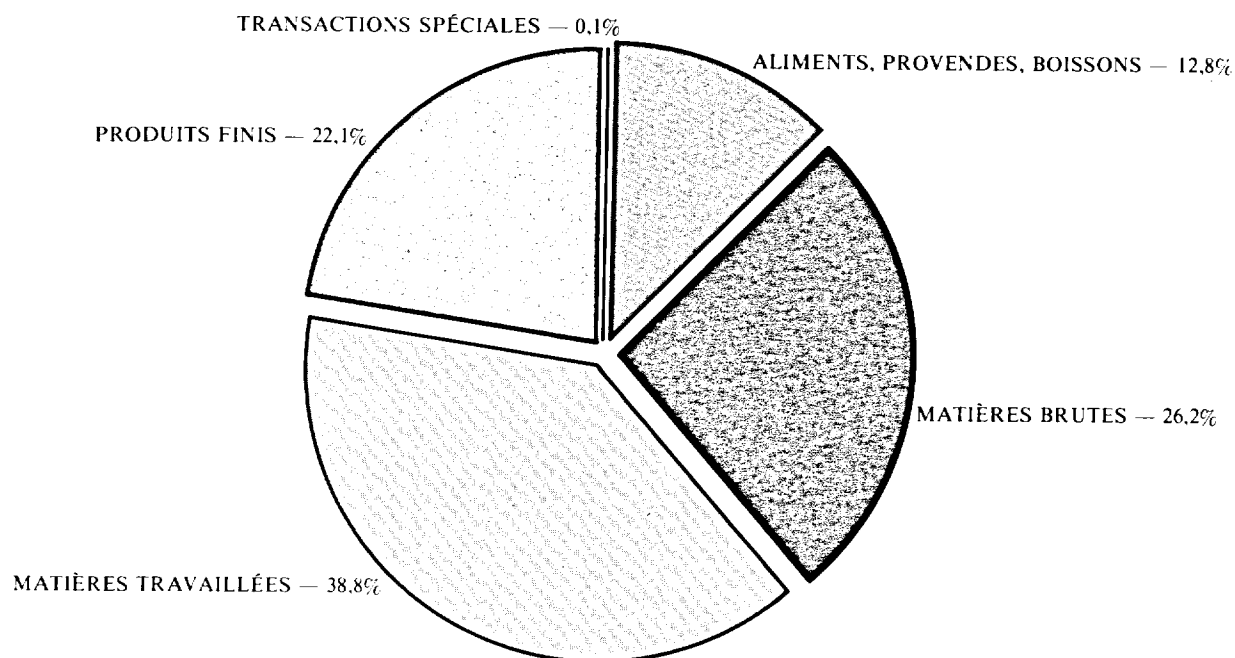
RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DE LA FRANCE — 1986



*IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE LA FRANCE  
PAR CATEGORIE — 1986*



*EXPORTATIONS DU CANADA VERS LE FRANCE  
PAR CATEGORIE — 1986*



---

# LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS

---

## AU CANADA ET CANADIENS

---

### EN FRANCE

---

#### *L'investissement français au Canada*

À la fin de 1985, la valeur aux livres de l'investissement direct français au Canada s'élevait à 1,43 milliard \$CAN, soit 1,7 p. cent de la valeur aux livres de l'ensemble des investissements étrangers directs au Canada. La France vient au sixième rang des investisseurs étrangers au Canada, derrière les États-Unis (75,4 p. cent), la Grande-Bretagne (9,2 p. cent), l'Allemagne de l'Ouest (2,9 p. cent), les Pays-Bas (2,4 p. cent) et le Japon (2,4 p. cent).

Si l'on regarde la distribution des investissements français à l'étranger en 1986, on constate que les États-Unis ont reçu la part du lion avec 46,8 p. cent des flux nets d'investissements français à l'étranger, suivis par les principaux partenaires européens de la France, notamment la Suisse, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne. L'an dernier, le Canada a néanmoins reçu quelque 2,3 p. cent du total des investissements français à l'étranger. En 1983, les investisseurs français contrôlaient des actifs évalués à 3,3 milliards \$CAN au Canada, soit 2,3 p. cent du total des actifs étrangers au Canada, ce qui plaçait la France au quatrième rang des investisseurs étrangers, derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Les actifs des sociétés françaises non financières établies au Canada se retrouvent dans la plupart des grands secteurs de l'économie: les mines, la construction, le commerce, les services, les produits manufacturés et l'informatique. Parmi les grandes entreprises françaises ayant une présence importante au Canada, on relève Péchiney, AMC/Renault, Ciments Lafarge, Michelin et Air Liquide.

Les changements apportés récemment à la législation française en matière d'investissements afin de faciliter les implantations à l'étranger ont certainement influencé ce mouvement global d'investissements hors de l'Hexagone. Cependant, nul doute aussi que les sociétés françaises, attentives aux fluctuations des marchés, se rendent compte qu'un manque de réseaux commerciaux, de filiales, voire d'implantations industrielles à l'étranger, notamment sur l'immense marché nord-améri-

cain, constitue maintenant un handicap sérieux pour leurs affaires et que leur propre développement passe par une présence permanente sur le terrain de la concurrence.

Le Canada, quelquefois perçu comme une porte d'entrée pour pénétrer plus efficacement le marché nord-américain, a ainsi attiré en 1986 près de deux fois plus d'implantations industrielles et commerciales françaises qu'en 1985, tandis que d'autres partenaires commerciaux traditionnels de la France voyaient leur part d'investissements français diminuer.

#### *L'investissement canadien en France*

En 1985, l'investissement direct canadien en France s'est chiffré à 346 millions \$CAN, ce qui représentait 0,7 p. cent de la totalité de l'investissement direct canadien à l'étranger et une augmentation de 21 p. cent par rapport à l'année précédente. Parmi les sociétés canadiennes qui ont des investissements importants en France, on retrouve Bata, Massey Ferguson, Moore Corporation, Polysar, Alcan et Inco. Certains investissements plus récents en France proviennent de sociétés canadiennes telles que McCain Foods Ltée (traitement de la pomme de terre), Tridon Ltée (pièces d'auto), Cognos (logiciels) et Cascades (cartons et papiers).

Depuis mai 1986 surtout, de nouvelles mesures ont été prises qui devraient encourager encore davantage l'investissement étranger en France. Le contrôle des prix est en voie d'élimination, la législation en matière d'emploi sera modifiée, le taux d'imposition des sociétés sera allégé et les règlements sur les emprunts en devises étrangères seront assouplis.

Conjuguées à l'assouplissement des règlements actuels et à la privatisation de plusieurs sociétés d'État françaises, ces mesures incitatives pourraient favoriser à moyen terme l'accroissement de l'investissement canadien en France.

L'importance de l'investissement français au Canada est illustrée par le fait qu'on enregistre quatre fois plus d'investissements français au Canada que d'investissements canadiens en France.

# LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

La coopération entre la France et le Canada dans le domaine des sciences et de la technologie est de plus en plus marquée par des politiques nationales semblables qui proposent le développement technologique comme objectif de coopération bilatérale.

La Commission mixte scientifique France-Canada, réunie à Vancouver en mai 1986, a souligné l'importance de la recherche scientifique et technologique dans le développement économique. Elle a identifié des secteurs prioritaires et des secteurs prometteurs pour la coopération; ce sont: les biotechnologies, l'espace et l'océanographie, d'une part, et les technologies de l'information, les technologies arctiques et les matériaux nouveaux, d'autre part. Le Programme de coopération scientifique et technologique Canada-France, régi par cette Commission, a été réorienté pour permettre des échanges de chercheurs et des missions exploratoires visant le développement technologique.

Par ailleurs, la coopération en recherche et développement et les transferts de technologie (brevets, licences, expertise) entre entreprises françaises et canadiennes ont fait l'objet d'un accord de coopération économique et industrielle entre les gouvernements, conclu en janvier 1987. Plusieurs ministères et agences sont ainsi appelés à faciliter le rapprochement des entreprises, en particulier le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le Conseil national de recherches du côté canadien.

Créé en 1985, le Programme d'acquisition technologique du ministère des Affaires extérieures répond en particulier à la demande d'assistance financière d'entreprises canadiennes désireuses d'étudier les possibilités de transfert de technologies françaises au Canada. Un poste d'agent de développement technologique a été créé cette année à l'ambassade canadienne à Paris afin de répondre plus efficacement aux demandes canadiennes pour l'acquisition de technologies françaises.

En novembre dernier, une dizaine de dirigeants d'entreprises canadiennes ont accompagné le ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Côté, dans une mission en France

visant à explorer les possibilités de coopération avec des entreprises françaises pour l'exécution de recherches en développement technologique dans le cadre du programme européen EUREKA. La mission canadienne a reçu un accueil chaleureux des autorités gouvernementales et des dirigeants d'entreprise français. Dans le cadre du programme EUREKA, le gouvernement canadien a accordé une subvention de 3,5 millions \$CAN. à une entreprise de haute technologie spécialisée en micro-électronique, la Calmos Systems de Kanata (Ontario), afin de lui permettre de conclure une entente avec le consortium paneuropéen ES-2, auquel participe la société Bull de France.

L'espace demeure un secteur privilégié de coopération technologique entre Français et Canadiens. Ainsi, les deux prochains satellites canadiens de communication, Anik E1 et E2, seront mis en orbite en 1990 par des fusées françaises Ariane-4, suite à l'accord d'avril 1987 entre Telesat Canada et Arianespace. En outre, le Canada participe à l'étude préparatoire du projet, initialement français, de navette spatiale Hermes, maintenant poursuivi par l'Agence spatiale européenne.

# LES RELATIONS MARITIMES

## CANADA-FRANCE

Il existe en fait deux volets au dossier des relations maritimes entre le Canada et la France: le premier a trait à la question des contingents de poissons attribués à la France dans les eaux canadiennes en vertu de l'Accord de pêche de 1972, et le deuxième porte sur le différend concernant la délimitation de la frontière maritime au large de la côte sud de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon, y compris l'importante surpêche qui a lieu dans ce secteur. Le chevauchement des revendications concernant les espaces maritimes s'est accru en 1977, année où le Canada a décrété une zone de pêche de 200 milles le long de son littoral et où la France a établi une zone économique exclusive au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'étroite corrélation entre ces deux questions découle notamment de ce que le Canada considère que les contingents attribués à la France dans la zone en litige répondent aux obligations canadiennes issues de l'article 2 dudit Accord. La France estime au contraire que ces quotas sont sans valeur puisqu'ils proviennent selon elle de la zone économique de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ce problème ne pourra être résolu que par la délimitation de la frontière maritime.

Se fondant sur sa prétention à un espace maritime, qui est rejetée par le Canada, la France a récemment accru de façon considérable ses prises dans la zone en litige, au détriment de la conservation et de la gestion des stocks. Alors que le Canada, État côtier, lui a accordé en 1987, comme pour les années antérieures, un quota de 6 400 tonnes métriques de morue dans la zone 3Ps de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO), la France a systématiquement excédé ce contingent et s'est fixé pour chacune des années 1986 et 1987 une allocation de 26 000 tonnes métriques de morue. En réaction à cette surpêche, qui a de sérieuses répercussions économiques dans la province de Terre-Neuve, le Canada a pris, en mars dernier, la décision de refuser l'octroi de privilèges portuaires aux chalutiers français (cette mesure exclut toutefois les cas d'urgence) et de clore la pêche française dans la zone 3Ps. Néanmoins, à cause

du chevauchement des revendications, cette décision n'est appliquée que dans la partie non litigieuse de la zone 3Ps.

Afin de résoudre une fois pour toutes la question de la frontière maritime, et considérant qu'une solution négociée à ce sujet n'a pu aboutir, les parties ont conclu, le 24 janvier dernier, une entente établissant un programme de négociations pour 1987. Il s'agit premièrement de négociations en vue de la conclusion d'un accord spécifique (appelé compromis), dont l'objet sera de préciser les modalités du règlement judiciaire international du différend.

L'entente du 24 janvier 1987 prévoit également la négociation d'arrangements provisoires de pêche pour la période 1988-1991, soit pendant le déroulement du processus judiciaire concernant la frontière maritime.

Le Canada souhaite vivement que les négociations commencées plus tôt cette année aboutissent à un compromis et à des arrangements provisoires de pêche dont les termes conviendront aux deux parties. Une solution à cet égard permettra le règlement judiciaire du différend frontalier et, dans l'intervalle, assurera des relations acceptables en matière de pêche.



## LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE VENISE

La prochaine rencontre au sommet des dirigeants des sept plus importantes démocraties industrialisées et des représentants de la Communauté européenne se tiendra à Venise du 8 au 10 juin 1987. Ces sommets annuels constituent l'élément le plus visible d'un processus plus large de consultations internationales où sont débattues les grandes questions économiques, et où le Canada et la France jouent des rôles de premier plan. Les sommets sont étroitement liés aux travaux entrepris dans d'autres instances internationales, notamment le Groupe des sept ministres des Finances (G-7), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces institutions sont les moyens par lesquels les gouvernements cherchent à orienter et à gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

La visite du Président Mitterrand au Canada aura lieu après la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE, les 12 et 13 mai, et tout juste avant le Sommet de Venise. Elle offre ainsi au Président Mitterrand et au Premier ministre Brian Mulroney une excellente occasion de tenir des consultations sur les questions économiques internationales.

Depuis le Sommet de Tokyo, certains progrès ont été enregistrés dans plusieurs des grands dossiers économiques internationaux. À Punta del Este, les ministres ont convenu de lancer une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT. Le «Uruguay Round» sera la plus ambitieuse des sept séries de négociations tenues à ce jour. La première réunion des ministres des Finances du Groupe des Sept s'est tenue à New York en septembre 1986 et a été suivie de réunions à Paris, le 22 février 1987, et à Washington, le 8 avril 1987.

Les perspectives de réalisation d'un large consensus sur les grandes questions économiques à Venise sont encore incertaines. L'économie mondiale, malgré qu'elle continue à croître, montre des signes de ralentissement. Du côté positif, l'inflation s'est maintenue à un

faible taux et il y a eu un réalignment important et généralement efficace des taux de change. Malgré quelques hausses récentes en Amérique du Nord, les taux d'intérêt sont dans l'ensemble moins élevés qu'il y a un an. Le taux de chômage, s'il est en baisse au Canada, reste élevé dans plusieurs pays du Sommet, particulièrement en Europe.

Le Canada cherchera à obtenir des dirigeants réunis à Venise qu'ils renouvellent leur ferme engagement à résister au protectionnisme et à faire en sorte que les nouvelles NCM en cours à Genève débouchent rapidement sur des résultats positifs. L'un des objectifs prioritaires sera de renforcer le système du GATT et d'accroître sa crédibilité grâce à une série de mesures visant notamment à renforcer le mécanisme de règlement des différends. Une intervention accrue des ministres constituera également un objectif prioritaire.

L'agriculture sera encore une fois un important sujet de discussion. Les problèmes dus à la surproduction et au subventionnement sont tels que les gouvernements participant au Sommet seront contraints de s'intéresser sérieusement à cette question au cours des prochains mois.

Les dirigeants débattront également des grandes questions politiques de l'heure, notamment les relations Est-Ouest, le terrorisme et la situation dans des points chauds comme l'Afghanistan, le Kampuchea, le Moyen-Orient et l'Amérique centrale. Le Canada attache une importance particulière à la tenue d'un débat approfondi sur l'Afrique australe, avec la possibilité que des mesures de suivi soient adoptées.

Les dirigeants discuteront également de coopération dans le domaine des sciences et de la recherche, d'éducation et de l'épidémie du SIDA.

---

# LE SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT EN COMMUN L'USAGE DU FRANÇAIS

---

*Québec, les 2, 3 et 4 septembre 1987*

Le Sommet de Québec sera une réussite dans la mesure où il raffermira et affinera la concertation politique amorcée à Paris et les efforts de coopération qui y ont été entrepris.

Pour y parvenir, on a mis en oeuvre les mêmes mécanismes d'organisation et de préparation que lors du Sommet de Paris, en y apportant toutefois certaines modifications visant à tenir compte du caractère tripartite de la participation canadienne à la Francophonie. C'est ainsi qu'un comité national d'organisation a été chargé des aspects logistiques de la manifestation. Ce comité est présidé par le représentant personnel du Premier ministre Mulroney, l'ambassadeur du Canada en France, M. Lucien Bouchard. Le représentant personnel du Premier ministre Robert Bourassa, le Délégué général du Québec en France, M. Jean-Louis Roy, en est le vice-président. Le sous-ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, M. Normand Martin, y représente le gouvernement de sa province.

Un secrétariat exécutif conjoint assure la mise en place et la supervision des structures requises pour la tenue du Sommet.

Au plan international, un Comité de représentants personnels (sherpas), aussi appelé Comité international de préparation, s'occupe d'établir l'ordre du jour et de déterminer les sujets sur lesquels se pencheront les chefs d'État et de gouvernement. Ce comité est présidé par le représentant canadien et ceux de la France et du Québec y siègent en tant que vice-présidents. La forte participation, jusqu'ici, des pays invités témoigne du vif intérêt que suscite le Sommet. Comme à Paris, les discussions porteront d'abord sur les questions de l'heure dans le domaine de la politique internationale et de l'économie mondiale, puis sur les questions ayant trait à la coopération et aux institutions francophones.

Les objectifs fondamentaux que le Canada entend poursuivre à Québec ont trait à la reconnaissance du Sommet en tant que forum majeur de dialogue et de concertation entre leaders francophones aux plans politique et

économique. On visera aussi le renforcement et le resserrement de la coopération entre pays francophones pour la réalisation d'objectifs communs, grâce à des actions efficaces, concrètes et réalistes faisant appel à des efforts véritablement multilatéraux. En d'autres termes, il s'agira de développer pour l'ensemble des thèmes abordés un partenariat effectif entre les pays associés à l'entreprise du Sommet.

# GRANDES QUESTIONS INTERNATIONALES

Le Canada et la France ont sensiblement les mêmes préoccupations internationales et il n'est donc pas étonnant que leurs points de vue convergent sur bon nombre de questions d'actualité. Les deux pays se consultent d'ailleurs fréquemment, tant au niveau politique qu'au niveau des fonctionnaires, et il leur arrive, à l'occasion, d'entreprendre des initiatives communes.

Certains sujets sont régulièrement débattus aux rencontres de haut niveau. Ce sont: le contrôle des armements et de désarmement, les négociations commerciales multilatérales, la dette internationale, la situation en Afrique du sud, en Amérique centrale et au Moyen-Orient et le terrorisme.

## *Contrôle des armements et désarmement*

Le Canada et la France, en tant que pays alliés, envisagent les questions liées à la défense et à la sécurité à partir d'un ensemble commun de préoccupations et de perceptions concernant la sécurité mondiale.

Le Canada a toujours été d'avis qu'il faut soutenir le régime existant de contrôle des armements tant que ne sera pas intervenu un accord sur la mise en place d'un régime amélioré de limitation des armements stratégiques.

Le Canada a appuyé les recherches américaines sur les systèmes d'armes antimissiles basés dans l'espace, y voyant une mesure prudente compte tenu de l'activité soviétique dans ce domaine. Le Canada n'a pas signé avec les États-Unis un accord de gouvernement à gouvernement sur l'IDS.

Le gouvernement du Canada a vigoureusement soutenu la position de négociation des États-Unis aux entretiens de Genève. Nous sommes encouragés par la détermination des États-Unis et de l'Union soviétique à exploiter les progrès accomplis l'an dernier, lors de la rencontre entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev en Islande. Au Canada, nous suivons les entretiens de Genève avec une attention particulière, car des réduc-

tions importantes des missiles balistiques auraient des incidences sur notre pays dans la mesure où elles conduiraient à s'appuyer davantage sur les bombardiers et les missiles de croisière. Le Canada a accueilli avec satisfaction la récente proposition soviétique visant la conclusion d'un accord séparé pour l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire (INF) en Europe, de même que le dépôt à Genève d'un projet d'accord américain sur ce point. Il reste toutefois à régler d'importantes questions concernant la vérification et les missiles intermédiaires de courte portée.

Le Canada participe activement aux travaux des forums multilatéraux qui se penchent sur le contrôle des armes classiques. Nous prenons également une part active aux discussions préliminaires qui ont lieu présentement à Vienne entre les 23 États membres de l'OTAN et les pays du Pacte de Varsovie et qui visent la mise en place d'un nouveau forum de négociations sur la réduction des armements dans l'ensemble de l'Europe. Les questions de sécurité et les mesures de confiance font par ailleurs l'objet de discussions à la Réunion de suivi de la CSCE, également à Vienne. Le Canada se trouve ainsi à participer à toutes les discussions en cours sur la limitation des forces classiques en Europe.

## *Négociations commerciales multilatérales (NCM)*

Les pays signataires de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), y compris le Canada et la France, se sont réunis en septembre dernier à Punta del Este, en Uruguay, afin de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) qui définiront les règles du jeu commercial international jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Pour le Canada, les NCM représentent à la fois un défi et une occasion de trouver des solutions à long terme aux problèmes actuels et naissants qui se posent aux nations commerçantes. Conscient que le temps presse, le Canada aborde les négociations d'Uruguay avec la volonté arrêtée de lutter contre les menaces protectionnistes,

d'assujettir davantage le commerce international à la règle du droit et de relancer les efforts en vue de la libéralisation du commerce.

Le Canada est déterminé à jouer un rôle constructif dans les NCM afin d'obtenir une réduction des barrières commerciales internationales et l'établissement de règles commerciales plus transparentes et plus efficaces. Tous les principaux partenaires commerciaux du Canada participeront à cette ronde multilatérale; le Canada pourra donc profiter de l'occasion pour renforcer ses relations avec eux.

### *Dettes internationales*

À la fin de 1986, l'encours de la dette extérieure des pays en développement s'élevait à plus de 1 000 milliards \$US. La plus grande partie de la dette des principaux pays débiteurs a été contractée auprès de banques commerciales et d'autres créanciers privés.

La dette extérieure des pays les moins avancés, particulièrement celle de certains pays de l'Afrique sub-saharienne, pose des problèmes uniques qui exigent une attention spéciale en raison de la capacité limitée du service de la dette dans ces pays. De plus, comme le niveau de l'endettement de ces pays est relativement peu élevé en termes absolus (environ 85 milliards \$US pour toute l'Afrique sub-saharienne), il est arrivé souvent que la situation n'obtienne pas le degré d'attention qu'elle méritait. Les pays les plus pauvres ont des dettes surtout envers des gouvernements et des institutions financières internationales. Le Canada s'inquiète particulièrement du problème des pays les plus pauvres.

Malgré les efforts importants qui ont été fait pour atténuer le problème de la dette, les progrès réalisés sont plutôt fragiles. Des crises financières en puissance ont pu être évitées et, bien qu'elle soit encore présente, la menace qui pèse sur le système financier mondial a été considérablement réduite. Plusieurs des pays les plus endettés ont mis sur pied de vigoureux programmes d'ajustement. C'est une disposition importante en vue de rétablir leur capacité d'emprunt. La Banque mondiale et le Fonds

monétaire international ont joué un rôle de premier plan dans l'aide aux pays débiteurs. Le Club de Paris, qui regroupe des créanciers officiels et des banques commerciales, a soutenu les pays débiteurs dans leur programmes d'ajustement en leur accordant, au besoin, des rééchelonnements de dettes et des extensions de crédit. Finalement, la chute des taux d'intérêt au cours des deux dernières années a contribué de façon importante à alléger le lourd fardeau de la dette qui afflige plusieurs pays en développement.

Toutefois, le progrès accompli pendant les dix-huit derniers mois dans la mise en oeuvre de la stratégie de la dette à l'égard des débiteurs à revenus moyens a été inégal. La difficile croissance de l'économie mondiale et la faiblesse persistante du prix des matières premières ont empêché la stratégie d'être efficace. Il est évident que la stratégie actuelle a besoin d'un regain d'énergie.

La stratégie mise de l'avant en octobre 1985 par le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, demeure l'approche la plus globale pour affronter le problème de la dette. Le Plan Baker prenait fond sur l'approche au cas par cas du problème de la dette et mettait directement l'accent sur certains besoins essentiels; à savoir, la mise en oeuvre par les pays débiteurs de politiques de réforme économique, un rôle central continu pour le FMI et un rôle accru pour les banques de développement multilatéral, particulièrement la Banque mondiale, et une augmentation des prêts des banques commerciales.

La plupart des débiteurs et des créanciers continuent de souscrire au Plan Baker, mais il faudra à l'avenir s'attacher davantage à en améliorer l'application. Comment les gouvernements prêteurs et les institutions financières internationales peuvent-ils jouer un rôle plus actif dans l'apport de ressources financières pour la croissance et l'ajustement? Comment amener les banques commerciales à poursuivre le financement des pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés? Et comment inciter les pays débiteurs de façon plus immédiate à renforcer les pro-

grammes d'ajustement économique qui donnent de bons résultats? Voilà quelques-unes des principales auxquelles il faudra répondre.

### *La crise agricole*

Ces dernières années, la production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande, ce qui a entraîné un gonflement des stocks et un déclin des cours internationaux. Le phénomène vaut pour la plupart des grands produits agricoles faisant l'objet d'échanges internationaux. Depuis 1981, les stocks se sont accrus de 85 p. cent et atteignent maintenant un volume équivalent à deux années d'échanges internationaux. Pendant ce temps, les cours internationaux du blé chutaient presque de moitié.

La situation des agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux s'est gravement détériorée. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole a modifié considérablement la trésorerie des pays.

La communauté internationale tente de cerner les causes fondamentales du problème. On considère que le principal facteur est l'encouragement à la surproduction que créent les programmes de soutien agricole. Les mesures de soutien des prix et des revenus aux agriculteurs comptaient pour plus de 80 p. cent de toute l'aide gouvernementale accordée par les pays de l'OCDE. Au cours des dernières années, les écarts entre les cours mondiaux et les prix de soutien internes se sont nettement élargis.

La situation a été aggravée au cours des dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques agricoles sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la CEE enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un

excédent de 14 millions de tonnes métriques en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes métriques dans le solde céréalier de la CEE en moins d'une décennie. De récents changements aux politiques américaines ont eux aussi eu une incidence fort négative sur les prix internationaux, surtout ceux des céréales. Les États-Unis ont sensiblement intensifié leur utilisation des subventions à l'exportation, qui tendent à ramener les cours mondiaux même en deçà des prix pratiqués sur le marché américain.

La crise agricole a suscité une attention politique accrue dans tous les pays, comme en témoignent:

- l'initiative du Canada de faire inclure l'agriculture à l'ordre du jour des Sommets économiques de 1986 et 1987;
- l'initiative canadienne d'instituer des réunions périodiques des ministres des principaux pays exportateurs de blé;
- la création par l'Australie (en 1986) du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles;
- l'inclusion, pour la première fois, de toutes les politiques agricoles touchant le commerce à l'ordre du jour de la nouvelle Ronde de négociations commerciales multilatérales lancée en septembre dernier en Uruguay sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).
- le lancement d'une grande étude de l'OCDE sur l'incidence commerciale des politiques agricoles;

### *Afrique du Sud*

Le Canada n'est pas demeuré passif devant le déni des droits fondamentaux de la grande majorité des Sud-Africains. La détérioration de la situation interne en Afrique du Sud et l'augmentation générale de la tension dans toute la région de l'Afrique australe ont retenu l'attention des Canadiens ces deux dernières années. De concert avec les pays du Commonwealth, le Canada a appliqué une série de sanctions et d'autres mesures pour manifester clairement

son opposition à l'apartheid et favoriser un changement pacifique en Afrique du Sud.

Les mesures adoptées par le Canada ont un caractère à la fois « négatif », de par la nature des sanctions économiques et autres, et positif, de par le soutien accordé à la majorité opprimée en Afrique du Sud, ou l'aide offerte aux voisins de l'Afrique du Sud qui souffrent indirectement de la situation qui règne dans ce pays.

Par elles-mêmes, les sanctions ne sont ni désirables ni nécessairement efficaces; c'est toutefois le seul moyen de montrer aux autorités d'Afrique du Sud à quel point le gouvernement canadien estime urgent d'éliminer les obstacles qui empêchent la majorité des Sud-Africains de jouir de leurs droits fondamentaux. Le Canada a choisi pour sa part d'exercer des pressions constantes et de plus en plus fortes, et il mise aussi sur l'impact d'un consensus aussi vaste que possible à l'échelle internationale.

La France a elle aussi pris différents moyens pour manifester son opposition à l'apartheid. Récemment, elle a mis en vigueur de nouvelles mesures qui avaient été convenues par la Communauté européenne en septembre 1986.

Lors de sa récente visite en Afrique, le Premier ministre Mulroney s'est engagé à fournir une aide accrue, par les voies bilatérales et multilatérales, aux États de la Ligne de Front afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Il a dit, cependant, ne pas s'attendre à ce que les voisins de l'Afrique du Sud lui imposent des sanctions, étant donné leur extrême dépendance économique vis-à-vis de ce pays.

En se faisant l'hôte du Sommet des pays francophones (41 États) à Québec en septembre 1987 et de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (49 pays) à Vancouver en octobre 1987, le Canada continuera de jouer un rôle de premier plan dans ce dossier.

### *Amérique centrale*

L'approche du Canada à l'égard de l'Amérique centrale consiste essentiellement à

appuyer le processus de Contadora, une initiative latino-américaine visant à résoudre la crise régionale par la discussion et la négociation. Malgré l'absence de progrès notables, le Canada maintient son ferme appui à ce processus, y voyant le meilleur moyen de parvenir à un règlement. Le Canada s'oppose à toute intervention étrangère dans la région, de même qu'à la promotion de l'insurrection armée où que ce soit en Amérique centrale. Nous avons à maintes reprises fait connaître notre position à tous les gouvernements concernés.

Un plan de paix proposé par le Costa Rica a conduit à une reprise du dialogue entre les pays d'Amérique centrale. Les cinq présidents de ces pays devraient se rencontrer au Guatemala en juin afin de discuter de la proposition du Costa Rica qui a d'ailleurs reçu l'appui du groupe de Contadora.

Le Canada administre un important programme d'aide au développement en faveur du Nicaragua (40 millions \$ au cours des cinq dernières années). Ce pays est le deuxième bénéficiaire en importance de l'aide canadienne à l'Amérique centrale.

Le Canada n'accorde d'aide militaire à aucun pays de la région.

### *Moyen-Orient*

Le Canada s'emploie à favoriser une approche impartiale des problèmes du Moyen-Orient et à concevoir des contributions pratiques à leur solution.

Pour ce qui concerne le différend arabo-israélien, les conditions d'une paix juste sont, d'une part, le ferme établissement du droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues et, d'autre part, la reconnaissance du droit légitime des Palestiniens à un foyer national en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Il est essentiel qu'il y ait des négociations directes entre les parties au différend et que ces négociations reçoivent un appui international. Le Canada souscrit au principe d'une conférence internationale qui pourrait servir de mécanisme pour faire avancer le processus de

paix, pourvu que le cadre de cette conférence soit accepté par toutes les parties intéressées.

Le Canada s'attache en priorité à appuyer par des contributions concrètes les efforts des dirigeants qui ne craignent pas de prendre des risques pour la paix, par exemple, les rencontres au sommet intervenues l'an dernier entre M. Peres, alors Premier ministre d'Israël, d'une part, et le Président Moubarak d'Égypte et le Roi Hassan II du Maroc, d'autre part, ainsi que le leadership responsable exercé par le Roi Hussein de Jordanie. Parmi ces contributions, citons notamment: une aide substantielle à l'Égypte et à la Jordanie, importants États modérés; des programmes d'aide au développement dans les territoires occupés; des interventions en faveur des droits de la personne; et enfin, la participation à trois opérations de maintien de la paix dans la région, dont récemment la Force multinationale et d'observateurs dans le Sinaï.

Le Canada a contribué aux secours d'urgence acheminés par des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales pour venir en aide aux personnes les plus directement touchées au Liban. Nous avons par ailleurs fait plusieurs démarches, tant en Syrie qu'au Liban, auprès des personnalités les mieux placées pour obtenir que le siège soit levé ou, tout au moins, que les secours puissent parvenir jusqu'aux camps.

Le Canada s'est joint aux efforts internationaux pour porter secours au Liban, apportant dernièrement des contributions spéciales à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, au Comité international de la Croix-Rouge et au Conseil des Églises du Moyen-Orient. Nous cherchons à encourager une solution politique qui permette d'aboutir à une véritable réconciliation nationale dans ce pays.

Le Canada a rappelé son ambassadeur en Syrie après qu'il eut été prouvé devant des tribunaux du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne que les autorités syriennes s'étaient rendues complices d'attentats terroristes perpétrés contre des objectifs civils dans ces

deux pays. L'ambassadeur retourna à Damas quatre mois plus tard, porteur d'un message sévère à l'intention des autorités syriennes à propos du terrorisme.

Le Canada a resserré ses liens avec la Jordanie au cours de la dernière année. M. Clark s'est rendu en visite dans ce pays en juin 1986. La Jordanie a par la suite été admise à bénéficier d'un programme d'aide de l'ACDI. D'autre part, la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale a institué un programme de 19,1 millions \$CAN sur deux ans afin d'aider la Jordanie à effectuer les études sismologiques prévues dans le cadre de sa stratégie de mise en valeur des hydrocarbures.

Pour ce qui est du conflit irano-iraquien, le Canada a imposé un embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, a appuyé vigoureusement les efforts internationaux visant à promouvoir un règlement négocié, et a effectué des démarches auprès des deux parties, les exhortant à entreprendre des mesures de conciliation et à respecter le droit international humanitaire.

### *Terrorisme international*

Pour combattre le terrorisme, le Canada s'attache à élargir ses liens de coopération, aussi bien directement avec la France et d'autres pays de même opinion qu'au sein d'instances multilatérales comme l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans cette optique, il cherche avant tout à faciliter les activités antiterroristes des pays du Sommet, dont le Canada et la France font tous deux partie.

Les possibilités de coopération avec les pays de la Communauté européenne se sont accrues en avril dernier lorsque le Solliciteur général du Canada, M. James Kelleher, a rencontré à Bruxelles ses homologues belge, britannique et danois, qui représentaient le Groupe Trevi des ministres de l'Intérieur et de la Justice des pays de la CE. La France a appuyé le Canada lorsque celui-ci a présenté à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), à Montréal l'an dernier, une proposition visant l'application du régime «extradition-poursuite en justice» aux auteurs d'actes de violence dans les aéroports internationaux.

---

## FRANCE—FICHE DOCUMENTAIRE

---

---

<b>Type de gouvernement:</b>	régime présidentiel, démocratie parlementaire, suffrage universel
<b>Chef de l'État:</b>	Président François Mitterrand
<b>Chef du gouvernement:</b>	Premier ministre Jacques Chirac
<b>Ministre des Affaires étrangères:</b>	Jean-Bernard Raimond
<b>Ministre d'État chargé de l'Économie, des Finances et de la Privatisation:</b>	Édouard Balladur
<b>Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, chargé du Commerce extérieur:</b>	Michel Noir
<b>Superficie:</b>	549 000 km <sup>2</sup>
<b>Utilisation des terres:</b>	superficie agricole: 57,5% superficie boisée: 25,0% autres: 17,5%
<b>Population:</b>	56,2 millions (1985)
<b>Densité:</b>	100 habitants au km <sup>2</sup> (Canada = 2)
<b>Capitale:</b>	Paris
<b>PIB:</b>	4 920 milliards FF (6 premiers mois de 1986) 4 738 milliards FF (1985)
<b>Taux d'inflation:</b>	1987 2,5-3,0% (prévisions) 1986 2,1% 1985 4,7% 1984 6,7%
<b>Taux de chômage:</b>	1987: 11,25% (prévisions) 1986: 10,4%
<b>Taux d'escompte de la Banque de France:</b>	9,5%
<b>Taux d'épargne:</b>	18,0% du PIB (1985)
<b>Taux d'investissement:</b>	18,9% du PIB (1985)
<b>Augmentation annuelle de la productivité:</b>	3,1% (1984)
<b>Monnaie:</b>	4,63 FF = 1 \$CAN (mars 1987)
<b>Échanges commerciaux (1986):</b>	Valeur totale des exportations: 124,9 milliards \$US Valeur totale des importations: 129,4 milliards \$US



**Valeur totale des exportations au Canada (milliers \$CAN):**

1986	1 584 046
1985	1 373 222
1984	1 218 786
1983	840 977

**Principaux produits:** automobiles, vins et alcools, pneus, livres et imprimés, barres et tiges d'acier, produits chimiques organiques, machines industrielles spécialisées

**Valeur totale des importations en provenance du Canada (milliers \$CAN):**

1986	959 102
1985	714 337
1984	700 746
1983	626 034

**Principaux produits:** pâte de bois et pâtes similaires, poissons frais ou congelés, minéraux et concentrés de fer, bois d'œuvre, produits chimiques inorganiques, moteurs d'avions et pièces, machines et matériel de bureau, matériel de télécommunications

**Composition en pourcentage des exportations canadiennes vers la France (1985):**

Animaux vivants	0,1
Aliments, provendes, boissons et tabacs	13,7
Matières brutes non comestibles	27,0
Matières travaillées non comestibles	31,1
Produits finis non comestibles	21,8
Transactions commerciales spéciales	0,2

**Principaux clients de la France (1985) (milliards FF):**

République fédérale d'Allemagne	130,5
Italie	95,4
États-Unis	75,4
Belgique/Luxembourg	74,0
Royaume-Uni	71,6

**Principaux fournisseurs de la France (1985) (milliards FF):**

République fédérale d'Allemagne	159,1
Italie	96,8
Belgique/Luxembourg	82,3
Royaume-Uni	79,1
États-Unis	73,3

**Investissements canadiens en France:** 346 millions \$CAN (1985)

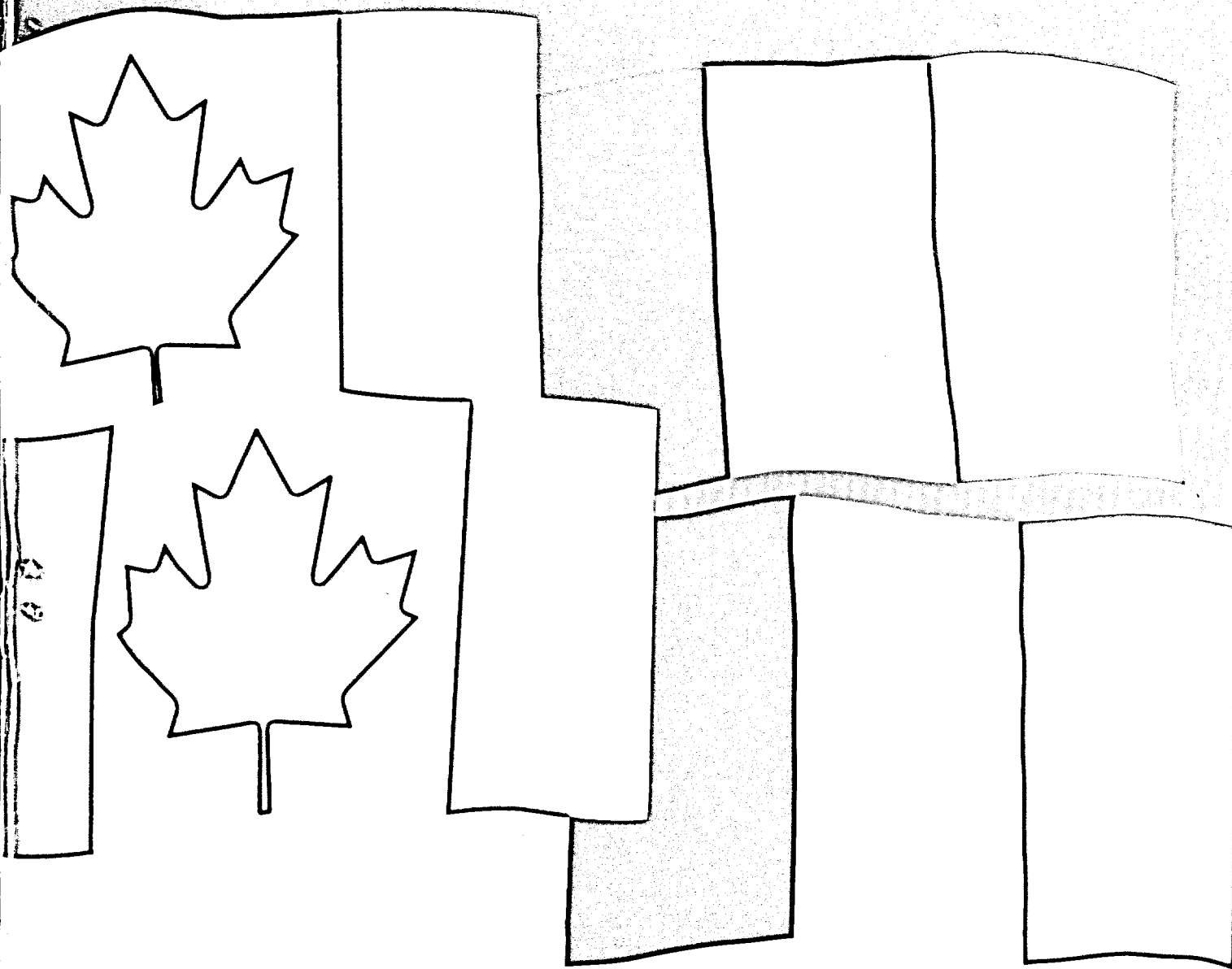
**Investissements français au Canada:** 1,4 milliard \$CAN (1985)  
1,7% de tous les investissements directs de la France à l'étranger

doc  
CA1  
EA  
87022  
EXF

# Visit to Canada of the President of the French Republic

## Mr. François Mitterrand

*May 25-28, 1987*



.b2169782(E)  
.b2169794(F)



43 2 YP 506

# Official Visit to Canada of the President of the French Republic Mr. François Mitterrand

---

May 25-28, 1987

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires Étrangères

MAY 1987

RETURN TO DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS  
RETOURNER A LA DIRECTION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

---

## *TABLE OF CONTENTS*

---

---

Her Excellency Jeanne Sauvé, Governor General of Canada	1
President François Mitterrand	2
Prime Minister Brian Mulroney	3
Minister of Foreign Affairs, Jean-Bernard Raimond	4
Secretary of State for External Affairs, Joe Clark	5
Canada-France Relations	7
Canada and France: Business Partners	9
Trade Statistics and Charts	11
French Investment in Canada and Canadian Investment in France	19
Scientific and Technological Cooperation	20
Canada-France Maritime Relations	21
Venice Economic Summit	22
Summit of Heads of State and Government of Countries using French as a Common Language, Quebec, September 2-4, 1987	23
Key International Issues	24
France - Fact Sheet	29

---

---

# *JEANNE SAUVÉ*

## *HER EXCELLENCY*

### *THE GOVERNOR GENERAL OF CANADA*

---

Madame Jeanne Sauvé, born in Prud'homme, Saskatchewan, April 26, 1922, received her secondary education from the Notre-Dame-du-Rosaire Convent in Ottawa, and subsequently attended the University of Ottawa. She was granted a diploma in French Civilisation from the Université de Paris in 1952.

From 1942 to 1947, Jeanne Sauvé was the National President of the Jeunesse Étudiante Catholique movement. In 1947, she founded the Fédération des mouvements de jeunesse du Québec and from 1948 to 1950, she studied Economics in London, England and taught French for the London City Council. In 1951 she worked as Assistant to the Director of the Youth Department of UNESCO in Paris.

Returning to Canada in 1952, she began a 20-year career as a freelance broadcaster and journalist with the Canadian Broadcasting Corporation and La Société Radio-Canada.

In 1972, Jeanne Sauvé was elected as a Liberal Member of Parliament for Ahuntsic (Montreal) and appointed Minister of State in charge of Science and Technology. She was re-elected in July 1974 and given the Environment portfolio; on December 5, 1975, she was appointed Minister of Communications, together with special responsibilities for Canada's relations with French-speaking countries.

She was again re-elected as a Member of Parliament for Laval-des-Rapides in May 1979, and as member of the Official Opposition, chaired the Committee on Culture and Communications and served as the Official Opposition Communications critic. Madame Sauvé was elected Speaker of the House of Commons in April 1980, a position which she held until January 14, 1984.

On December 23, 1983, the Right Honourable Jeanne Sauvé was appointed the 23rd Governor General; the first woman to hold the position. She was invested on May 14, 1984.

Madame Sauvé is married to the Honourable Maurice Sauvé and has one son, Jean-François, born July 30, 1959.



# FRANÇOIS MITTERRAND

## PRESIDENT OF

### THE FRENCH REPUBLIC

François Mitterrand was born on October 26, 1916 at Jarnac in the Charente. He studied sociology and French literature, obtained a degree in law and holds advanced degrees in public law and political science.

During World War II, Mr. Mitterrand served as a sergeant in the colonial infantry. He became a prisoner of war and was interned in central Germany, managing to escape after two unsuccessful attempts. In March 1942 (at the age of 25) he organized the main resistance effort among the prisoners of war. On August 27, 1944 General de Gaulle appointed him as a member of the first government of France to follow the Liberation, with the title of Secretary General for Prisoners of War, Displaced Persons and Refugees.

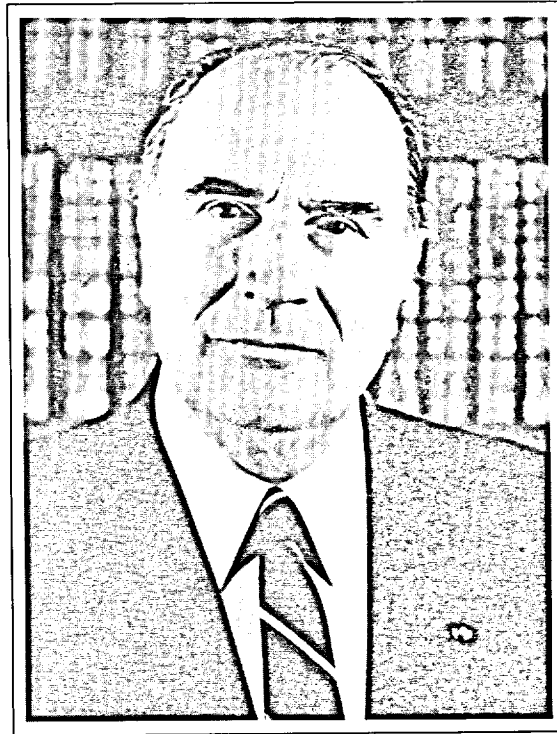
In 1946 he was elected as member of Parliament for the Nièvre. In 1947, at the age of 30, he entered the Ramadier government as Minister of Veterans' Affairs, the youngest cabinet minister in one hundred years. During the period of the Fourth Republic he was a member of eleven successive governments; his posts included those of Secretary of State in the Prime Minister's Office, Minister for France Overseas, Minister of the Interior and Minister of Justice. He was defeated in the parliamentary elections of December 1958. Shortly afterwards he won the mayoralty of Château-Chinon, and became a senator for the Nièvre in April 1959.

In November 1962 François Mitterrand regained his seat in the National Assembly and associated himself with the Rassemblement Démocratique.

In the presidential elections of 1965 he ran as sole candidate of the Left. On December 5 he placed a close second after General de Gaulle and was the General's sole opponent in the second round of voting.

In September 1965 Mr. Mitterrand became president of the Fédération de la Gauche démocrate et socialiste. In March 1967 and June 1968 Mr. Mitterrand was re-elected as Member of Parliament for the Nièvre.

Following the Congress held at Épinay-sur-Seine in June 1971 he was elected as First



Secretary of the Socialist Party. He was successively re-elected to this post in 1973, 1975, 1977 and 1979. In the 1974 presidential election he was sole candidate of the Left, securing 49.5 per cent of the vote, while his opponent was elected with 50.5 per cent.

On May 10, 1981 he was elected President of the Republic in the second round of voting, with 51.75 per cent of the vote.

François Mitterrand has published a number of books, including *La Chine au défi*, *Le coup d'état permanent*, *Ma part de vérité*, *La rose au poing*, *L'abeille et l'architecte*, and *Ici et maintenant*.

He is an Officer of the Legion of Honour (Military Division), and he has received the following decorations: Rosette de la Résistance, Médaille des Évadés and Croix de Guerre, 1939-1945, with three citations.

He is married to the former Danielle Gouze and they have two sons.

---

*THE RIGHT HONOURABLE*  
*BRIAN MULRONEY*  
*PRIME MINISTER OF CANADA*

---

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983 Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

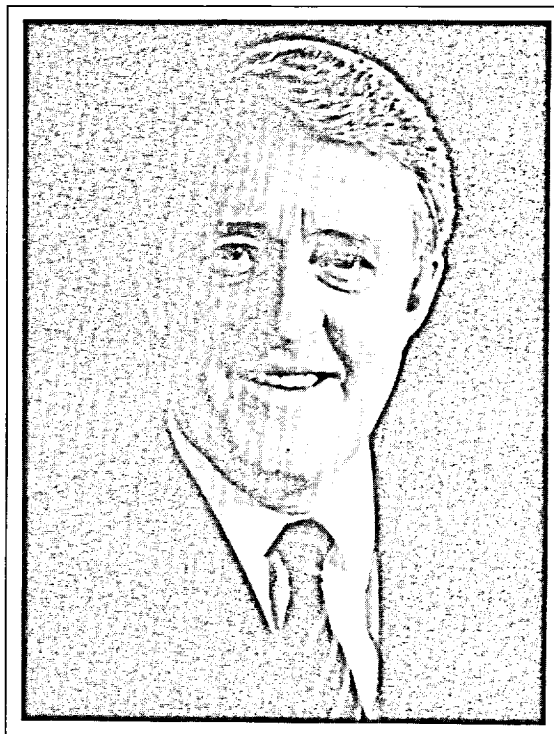
He won the riding of Manicouagan, Quebec in the general election of 1984. His Party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.





---

# *JEAN-BERNARD RAIMOND*

---

## *MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS*

---

Mr. Raimond was born in Paris on February 6, 1926. A career diplomat, he was educated at the École supérieure and the École nationale d'administration in Paris.

During the 1950s and 1960s, he held a variety of positions within the Ministry of Foreign Affairs in France. Assistant Director in the Office of the Minister of Foreign Affairs from 1967 to 1968, he was subsequently appointed to the position of Technical Adviser in the Office of the Prime Minister, where he remained until 1969.

Following his election as President of the French Republic in June 1969, Georges Pompidou asked Mr. Raimond to join the Secretariat of the Office of the President of the Republic, where he acted as Chargé de mission, then Technical Adviser.

In 1973, Mr. Raimond was named Ambassador to Rabat. After serving as Director of the Office of the Minister of Foreign Affairs in 1978 and 1979, he became Director General of Technical, Scientific and Cultural Relations. He remained in this position until 1982, when he was appointed Ambassador to Warsaw. From the Polish capital, he went directly to Moscow, where he was named Ambassador in January 1985.

On March 20, 1986, at the request of Prime Minister Jacques Chirac, he became Minister of Foreign Affairs.



---

*THE RIGHT HONOURABLE JOE CLARK*

---

*SECRETARY OF STATE*

---

*FOR EXTERNAL AFFAIRS*

---

Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark holds a B.A. in History and an M.A. in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honorary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been re-elected to the House in 1974, 1979, 1980 and 1984.

On February 22, 1976 he was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

On September 17, 1984 Mr. Clark was appointed Secretary of State for External Affairs in the new majority Progressive Conservative government. He is Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.

Since 1984, Mr. Clark has focused his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism. He is an active proponent of multilateral organizations such as the United Nations, the Commonwealth and La Francophonie and he is working to increase Canada's role and influence in Asia, the Third World, and among our closest allies.



---

## CANADA-FRANCE RELATIONS

---

Relations between Canada and France are multiple and varied and encompass all sectors of activity in both societies. Based on history, they have been enhanced by events we have shared and enlivened by our common cultural heritage, and have made France one of Canada's most important partners.

Politically, Prime Minister Brian Mulroney's visit to Paris in February 1986 and the success of the first Francophone Summit are proof of the new spirit of confidence that now permeates relations between Paris and Ottawa. Symbolic of this is the visit by the President of the Republic, 20 years after the de Gaulle visit.

Contact between the two governments is frequent, as evident by the many ministerial visits. In the past six months Perrin Beatty, Minister of National Defence, and Michel Côté, Minister of Regional Industrial Expansion have visited France, while French ministers of Foreign Affairs, Trade and Culture and Communications visited Canada last January. Prime Minister Jacques Chirac will also attend the Francophone Summit in Quebec City this September.

The quality of our bilateral relations is also evident on the international scene, where France and Canada participate in the work of several organizations. Be it in the United Nations, the Summit of the Seven, NATO or the OECD, the interests and viewpoints of our countries will often converge when they do not coincide closely, as in the case of our joint and exemplary action in *La Francophonie*. This cooperation is especially close now that preparations are being made for the Quebec City Summit.

The value of our trade with France surpassed the \$2-1/2 billion mark in 1986. Interchange between us has seen steady growth over the past five years, but government and business in both countries feel there is room for even more dynamic growth in our international relations, given the potential of the respective economies. When he visited Paris, in February 1986, Prime Minister Mulroney confirmed the Canadian government's intention to make

increased bilateral economic interchange a priority of Canadian involvement in France. As the Prime Minister stated, industrial cooperation and investment on both sides of the Atlantic will be the chief means of achieving intensified economic relations.

It was in this context that the Joint Economic Commission was held in January 1987, under the joint chairmanship of Michel Côté, Canadian Minister of Regional Industrial Expansion, and Michel Noir, French Foreign Trade Minister. It was an opportunity to take stock of bilateral industrial cooperation projects. Mr. Côté also drew attention to the desire of Canadian companies to form partnerships with their French counterparts in the EUREKA projects. A significant economic and industrial cooperation agreement was signed as a result of the Commission's efforts.

A point of contention between the two countries continues to be fishing relations and delimitation of the maritime boundary off Newfoundland and St. Pierre-Miquelon. No permanent solution to these disputes has been reached in the numerous negotiating sessions held over several years. Discussion is continuing in order to settle this important issue.

The two countries are also involved in beneficial scientific and cultural exchanges. In the vast field of communications, the audio-visual sector has been especially productive, thanks to the joint film and television production agreements signed in 1984. Projects valued at more than C\$70 million have already been completed, while new ones worth C\$50 million are being studied. Interestingly, Vidéotron, a Canadian company, has acquired a share in the fifth French network. Like their European counterparts, Canadian television viewers will soon have access to TV 5, a new French network that will broadcast the programs of participating French producers (France, Switzerland, Belgium and Canada).

To pursue its programs in France, the government has a trade office in Lyon, in addition to its Paris Embassy. The Marseilles Consulate-General was closed on March 31,

1987 as part of the redeployment of Canadian staff in France. An Honorary Consul will shortly be appointed to Strasbourg.

### *Presidential Visits to Canada*

President François Mitterrand will be the third French President to pay an official visit to Canada. Mr. Vincent Auriol was the first French Head of State to do so, in 1951. General de Gaulle visited Canada in 1960 and 1967, both times as President of the Republic.

---

## *CANADA AND FRANCE: BUSINESS PARTNERS*

---

### *Trade*

More than ever, the Canadian government wishes to establish special relations with France focused mainly on the common objective of achieving greater economic, trade and technological interchange.

These Canadian objectives and interests correspond with those of France, whose economic interests are also taking the form of a global strategy of expansion, with a growing interest in Canada.

France was our eighth trading partner in 1986; third among our Western European partners. Trade with France increased yearly during the decade prior to 1980. After this, our exports declined gradually while our imports rose sharply. Since 1980, our exports to France were affected by the economic recession that hit most industrialized countries, with special impact on our exports of primary products. Construction and public works became stagnant in France, adversely affecting our exports of wood and forest products in general. Until the recent past, our dollar was stronger than the franc, resulting in an increase in our imports from France and a trade deficit since 1982.

Over the years the structure of our bilateral exchange has remained virtually unchanged. Most of our exports to France consist of raw or semi-finished products, while our imports are mainly consumer items, wines, automobiles, printed material, etc.

While Canada's foreign trade is dominated by interchange with the United States, France's is centred on the EEC, which accounts for 50 per cent of its imports. Our share of the French market is about 1 per cent. In 1986, our exports to France were about .8 per cent of our overall exports.

According to Statistics Canada, our trade with France in 1986 totalled C\$2.54 billion, a modest sum compared with our overall foreign trade of C\$233 billion and that of France, which was \$254.3 billion, in American dollars, in 1986.

Our exports to France rose by 34 per cent in 1986 to C\$961 million, mainly through an increase in our sales of aircraft engines and parts, inorganic chemicals, fish, wood pulp, lumber and softwood and telecommunications equipment.

In 1986 our imports from France rose 15.4 per cent over 1985, reaching a record level of C\$1.58 billion. This increase was largely attributable to imports of beverages, especially wines and spirits (up C\$41 million), machinery for special industries (up C\$37 million), household utensils (up C\$9 million) and medical and ophthalmic supplies (up C\$7 million). On the other hand, the passenger automobile sector declined sharply by C\$30 million. Among the major characteristics of French exports to Canada are their destination — more than 50 per cent go to Quebec — and the high percentage of consumer items such as automobiles, tires, wines and alcohol, books, etc.

We can expect to see another substantial rise in our imports from France in the coming years, mainly because of the recent purchase by the Canadian company Wardair of the European Airbus at a cost of nearly C\$950 million, and the plans to purchase some C\$1.25 billion worth of spare automobile parts over the next five years for Brampton, Ontario's new AMC-Renault auto plant.

The eventual take-over of AMC/Renault by Chrysler Corporation would not necessarily jeopardize the planned production of two Renault automobiles in Brampton.

However, the expansion of our trade and interchange with France is still largely dependent on the world economic situation and on economic conditions in France. For example, our exports are directly linked with the growth rate of the French economy, the development of our currencies, the level of consumer activity, and business investment.

While it cannot be predicted with certainty what the economic situation will be in 1987, in either Canada or France, most observers agree that France will experience an increase in its

gross domestic product, a higher degree of investment and a slight rise in expenditures for household items. This, plus the French government's policy of rigorous management, complemented by a determined desire to modernize, should enable our exporters and our industrialists to retain and even increase their share of the market.

### *Energy and Minerals*

In 1984, for the first time, Canada sold coal to France — more than C\$26 million worth. French investments in the coal sector in Canada, long-term supply contracts and the imposition of restrictions on imports from certain countries should enable us to considerably increase our sales figures, which were more than C\$47 million in 1986, in the coming years.

Our sales of ores and concentrates, mainly zinc, uranium and asbestos, also increased in 1986 and should continue to do so in 1987.

### *Forest Products*

Our exports of forest products to France, which began to decline in 1983 as a result of the rise in the dollar and vigorous competition from Scandinavia, remained relatively low in 1984 and 1985. The situation improved in 1986, because of the stabilization of the dollar and the resurgence of the construction industry in France.

### *Fishery Products*

In 1986, French imports of all fishery products combined was 5.9 billion francs, 354 million of it from Canada. Because of its geographic location, Canada has varied and abundant fishery resources, particularly Pacific salmon, lobster and other fresh fish, which make up our main exports to France.

### *Agricultural Products*

France is one of the foremost producers of agricultural and food products. In fact, it is the world's second exporter of agri-food products,

behind the United States but ahead of the Netherlands.

In 1985, France had a trade surplus of 34.4 billion francs in agricultural and food products. Despite this, French agri-food imports in 1985 totalled 112.2 billion francs, 960 million of which came from Canada. The main Canadian exports to France were meat and variety meats, fruits and fruit preparations and vegetables and vegetable preparations.

### *High Technology Products*

Canadian exports to France of professional equipment, especially in the office automation, professional electronics and aeronautics sectors are doing very well, especially when one considers the strong competition from the United States, Japan and European countries.

Our telecommunications equipment, electronic parts and components, semi-conductors, aircraft engines and parts, office equipment and software are being marketed successfully in France.

# TRADE STATISTICS AND CHARTS

## MAIN CANADIAN EXPORTS TO FRANCE

(thousands of Canadian dollars)

	1984	1985	1986
Wood pulp and similar pulp	117,698	92,318	117,559
Fish (all categories)	70,316	58,859	74,322
Other crude non-metallic minerals	39,695	37,461	53,969
Lumber, softwood	35,035	20,554	29,763
Other inorganic chemicals	30,078	77,987	144,835
Coal	26,102	33,541	47,481
Asbestos, unmanufactured	25,654	14,687	20,902
Iron ores and concentrates	25,129	51,015	53,223
Office machines and equipment	24,787	29,363	19,749
Telecommunication and related equipment	21,640	19,070	32,814
Zinc in ores, concentrates and scrap	17,924	16,385	21,207
Meat; fresh, chilled or frozen	17,597	14,975	18,473
Fertilizers and fertilizer materials	17,533	12,803	16,007
Wheat	16,733	16,249	13,419
Rapeseed	14,890	—	—
Aircraft engines and parts	14,367	31,840	56,895
Navigation equipment and parts	12,892	7,623	4,071
Sulphur	12,515	19,819	17,068
Metal fabricated basic products	7,337	3,738	6,589
Newsprint	1,590	3,295	13,179
Subtotal	549,512	561,582	761,525
Others	155,129	151,106	200,138
<b>TOTAL</b>	<b>704,641</b>	<b>712,688</b>	<b>961,663</b>

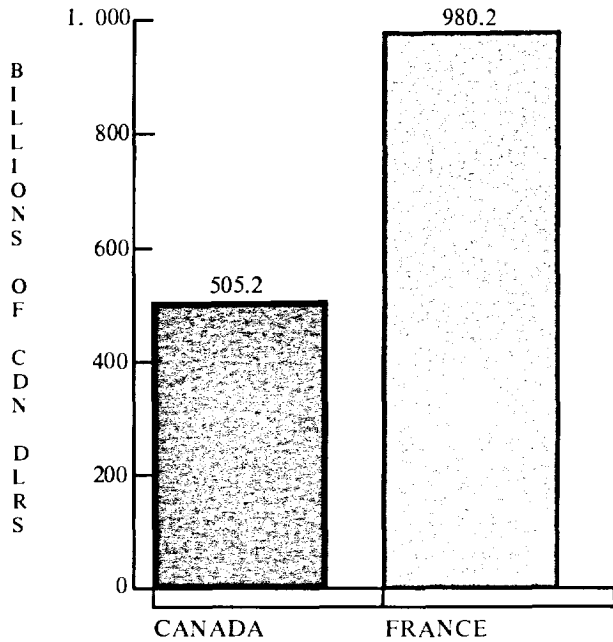
## MAIN CANADIAN IMPORTS FROM FRANCE

*(thousands of Canadian dollars)*

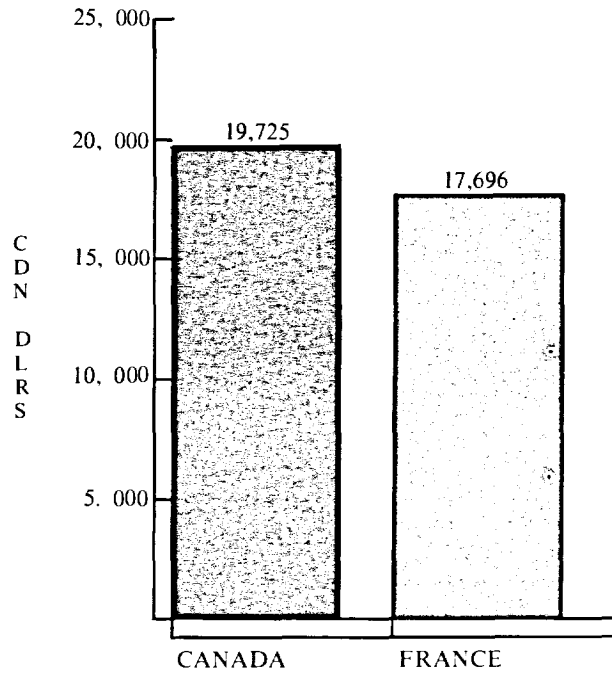
	1984	1985	1986
Beverages (inc wine)	133,940	131,309	172,772
Passenger automobiles and chassis	78,740	47,243	16,299
Distilled alcoholic beverages	40,072	38,352	46,621
Plate, sheet and strip steel	38,361	43,188	47,631
Motor vehicle parts, except engines	38,198	45,153	53,284
Books and pamphlets	35,877	36,458	39,848
Aluminum	35,706	50,765	28,450
Organic chemicals	35,545	44,600	48,803
Bars and rods, steel	30,045	36,437	30,443
Personal and household goods	29,538	38,504	48,323
Outerwear, except knitted	29,416	37,763	41,264
Kitchen utensils, cutlery, tableware	24,769	27,011	31,291
Other transportation equipment	22,038	19,617	18,122
Other special industry machinery	18,772	12,502	50,183
Other iron and steel and alloys	16,902	15,049	11,829
Medical, ophthalmic, orthopedic supplies	16,880	17,141	24,451
Miscellaneous equipment and tools	16,799	20,672	23,754
Newspapers, magazines and periodicals	16,273	13,254	12,054
Wheel tractors, new	14,999	12,855	10,407
Other measuring, laboratory equipment	14,885	20,264	20,255
Subtotal	687,755	708,137	776,084
Others	531,733	665,085	809,206
<b>TOTAL</b>	<b>1,219,488</b>	<b>1,373,222</b>	<b>1,585,290</b>



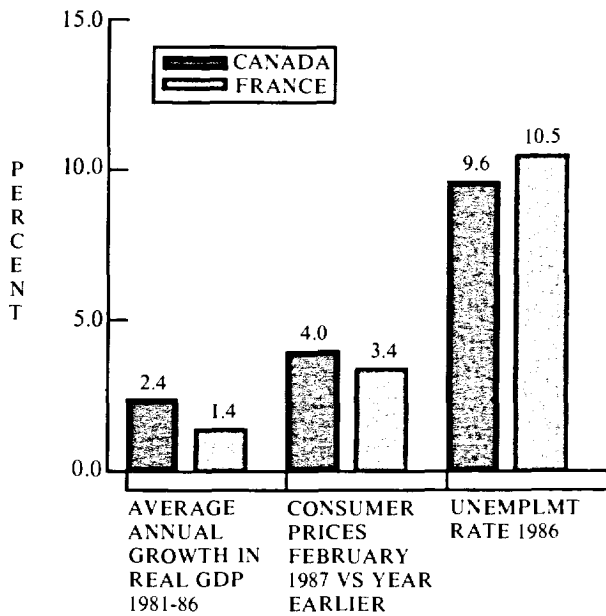
**ECONOMIC INDICATORS  
GROSS DOMESTIC PRODUCT (1986)**



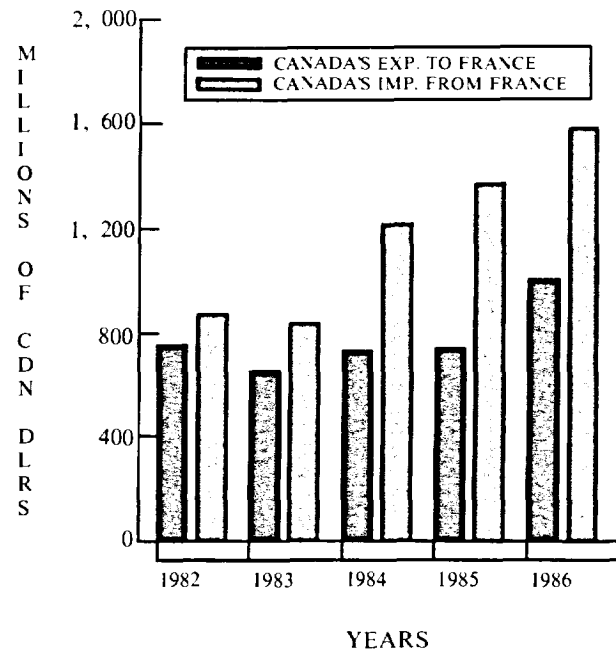
**PER CAPITA GDP (1986)**



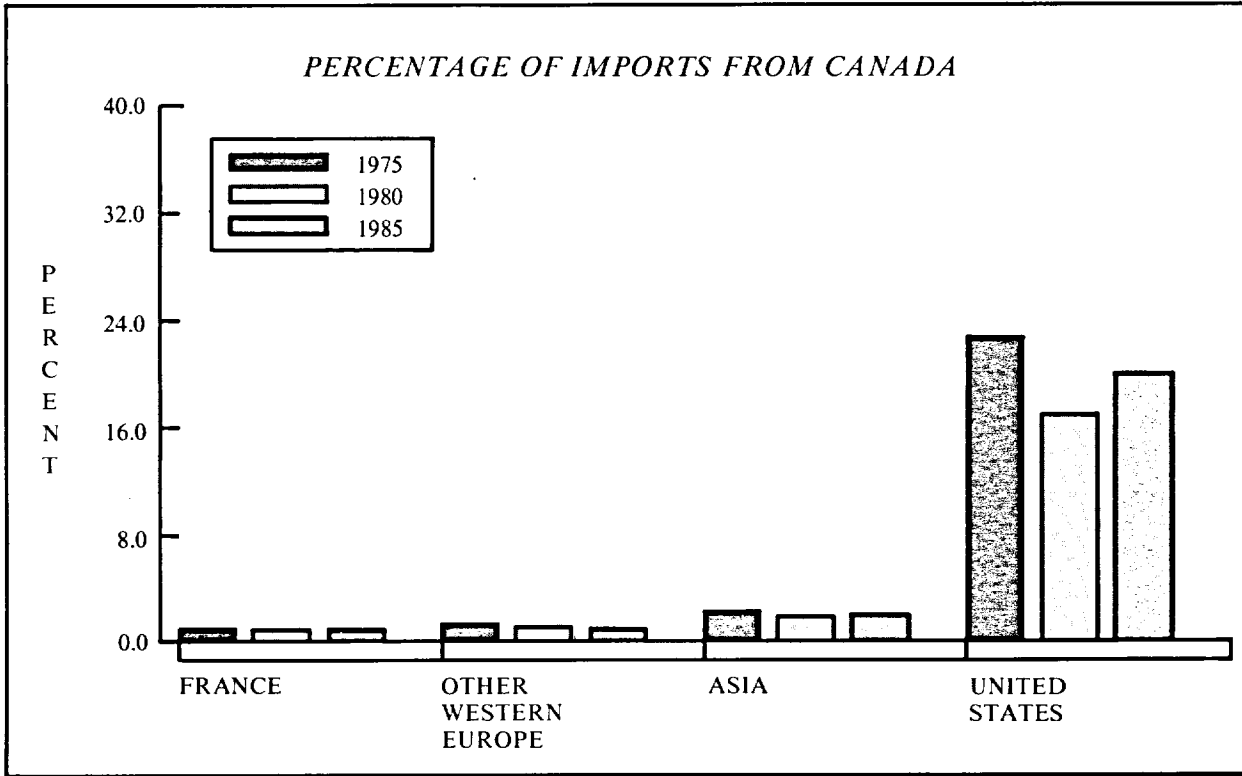
**COMPARATIVE STATISTICS**



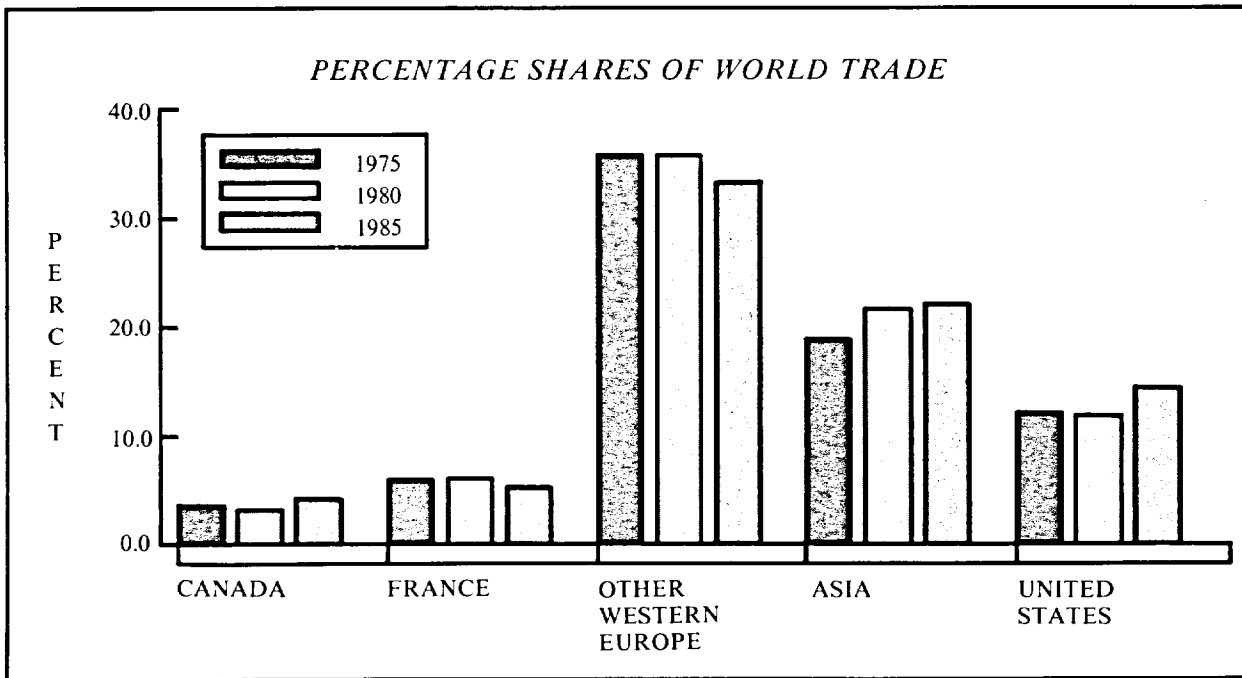
**CANADA — FRANCE  
BILATERAL TRADE 82-86**



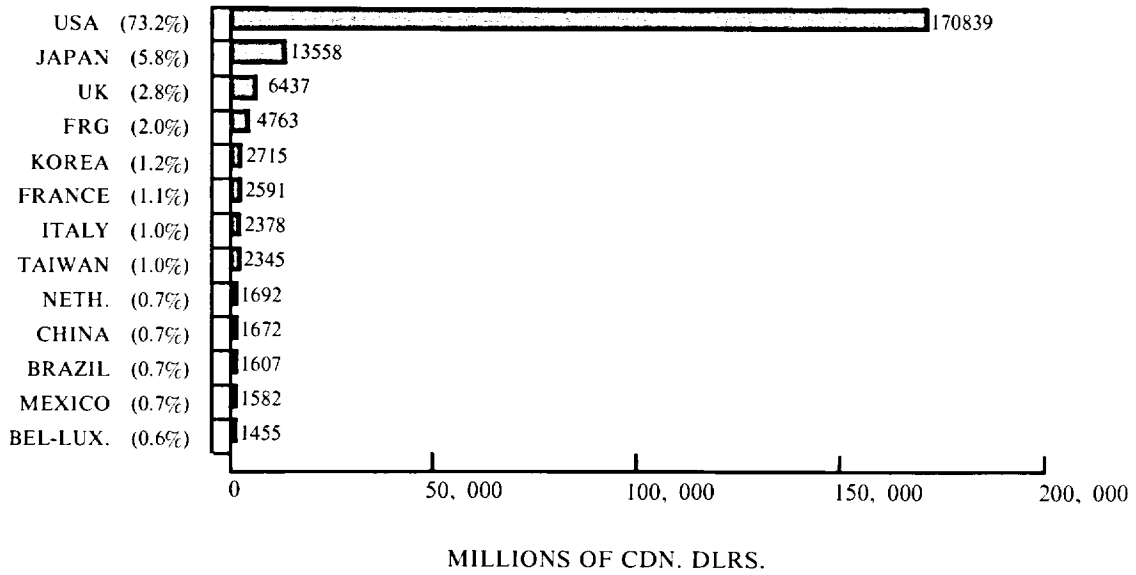
PERCENTAGE OF IMPORTS FROM CANADA



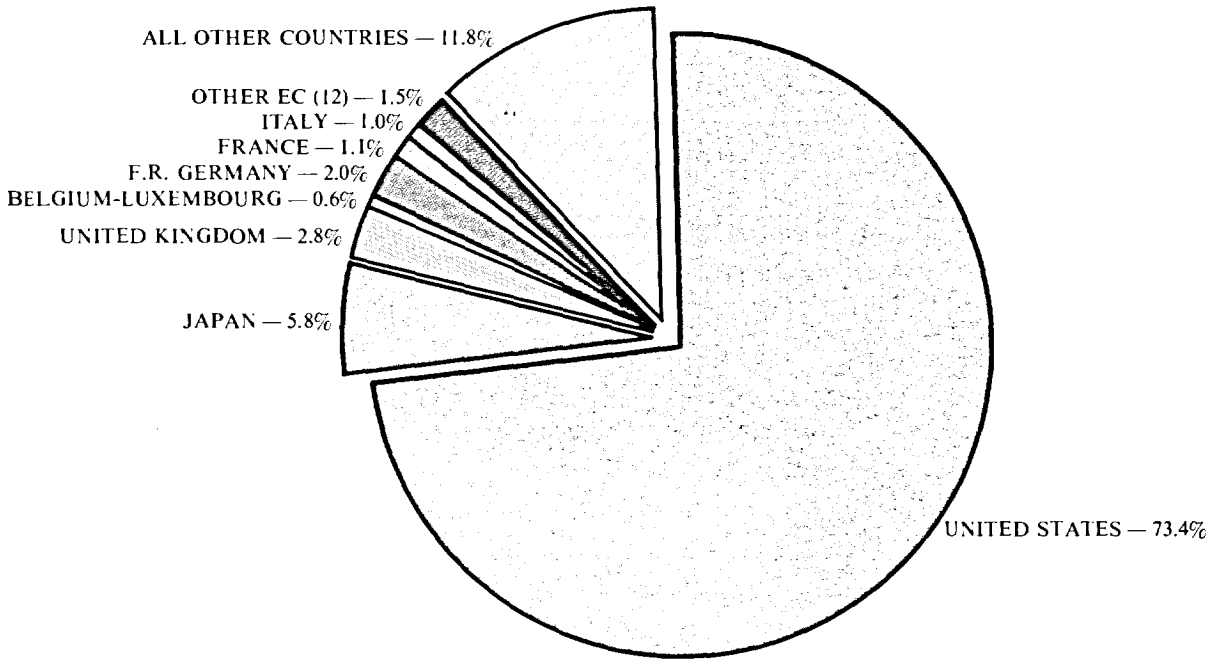
PERCENTAGE SHARES OF WORLD TRADE



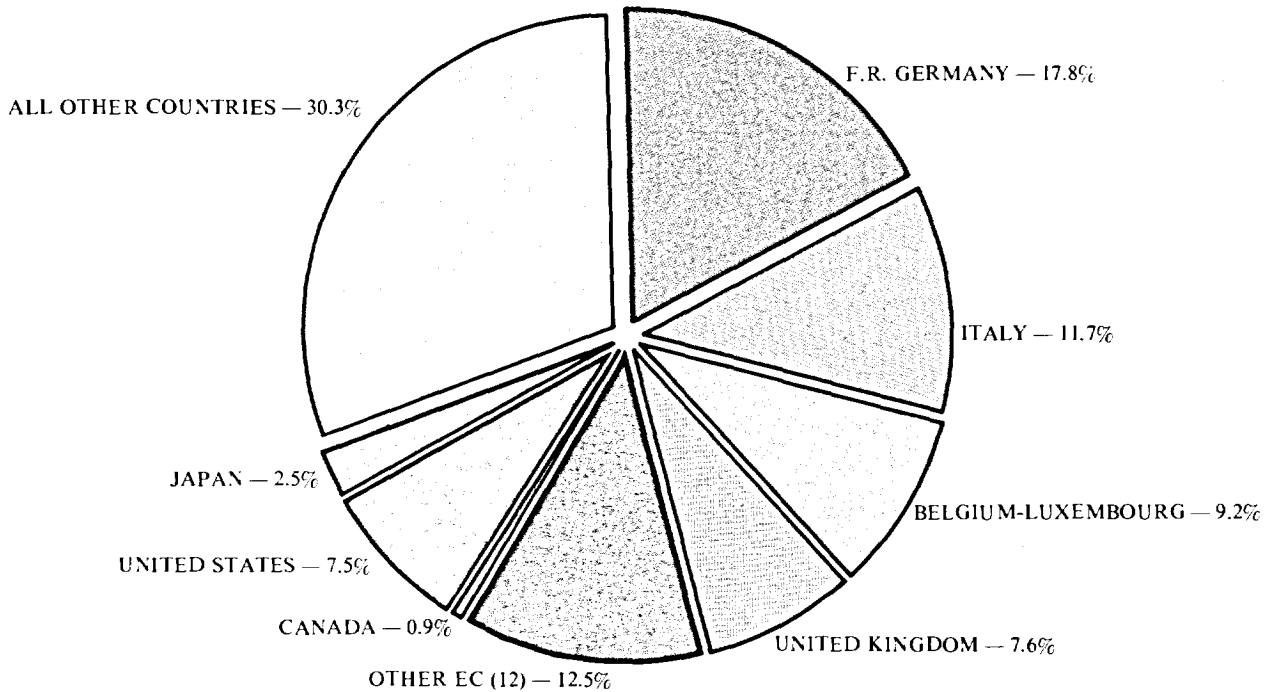
*CANADA'S PRINCIPAL TWO WAY TRADING PARTNERS (1986)*



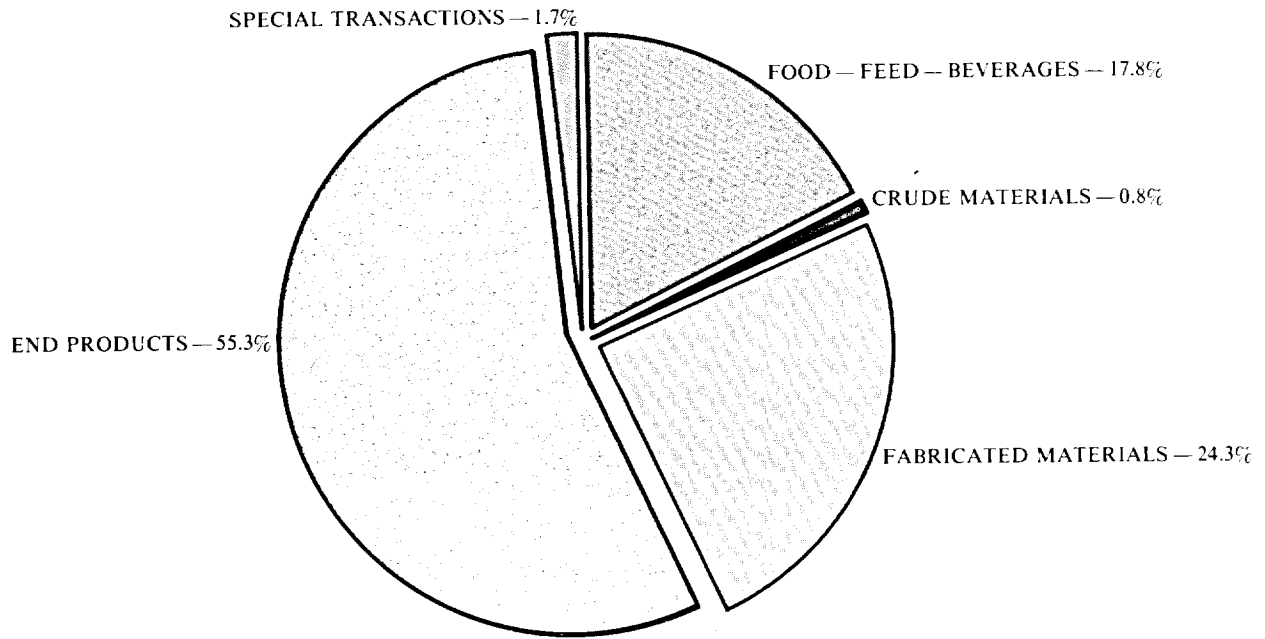
*CANADA'S TWO WAY TRADE BY COUNTRY — 1986*



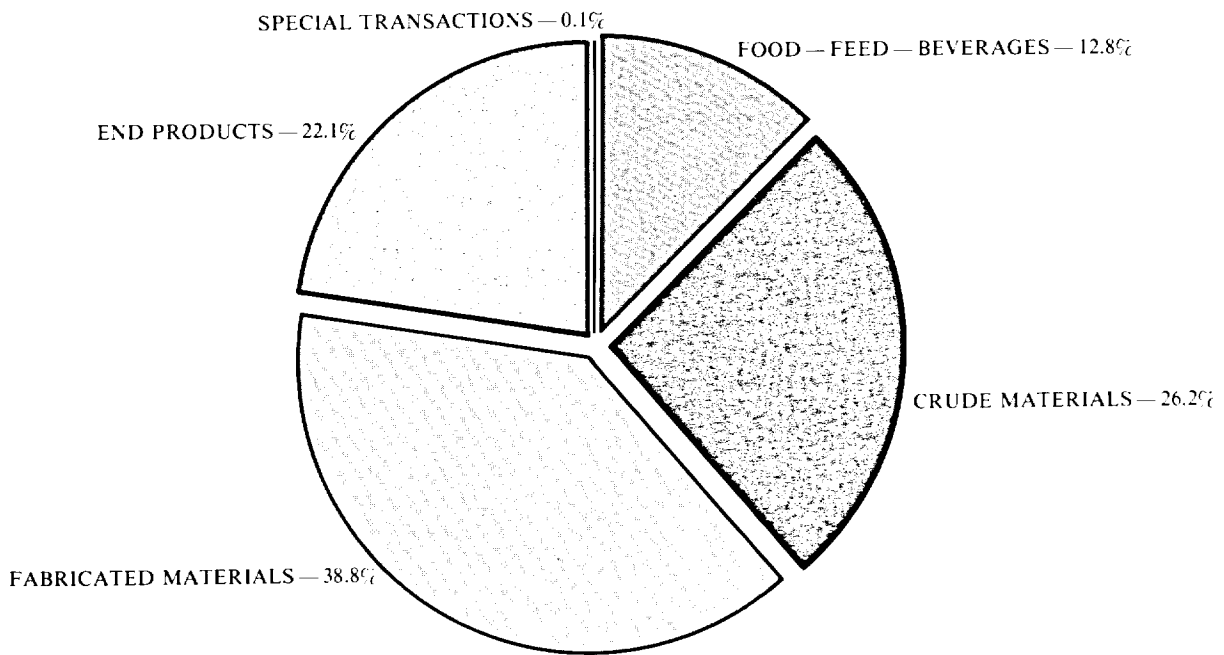
*FRANCE'S TWO WAY TRADE BY COUNTRY — 1986*



*CANADA'S IMPORTS FROM FRANCE  
BY COMMODITY CATEGORIES — 1986*



*CANADA'S DOMESTIC EXPORTS TO FRANCE  
BY COMMODITY CATEGORIES — 1986*



---

# *FRENCH INVESTMENT IN CANADA AND CANADIAN INVESTMENT IN FRANCE*

---

## *French Investment in Canada*

The book value of direct French investment in Canada was C\$1.43 billion at the end of 1985, or 1.7 per cent of the value of all direct foreign investment in Canada. France is the sixth most important foreign investor in Canada, behind the United States (75.4 per cent), Britain (9.2 per cent), West Germany (2.9 per cent), the Netherlands (2.4 per cent) and Japan (2.4 per cent).

In 1986 the United States received the lion's share of French investment abroad, having had 46.8 per cent of the net amount followed by the main European partners of France: Switzerland, Britain, Italy, the Netherlands and Germany. Nevertheless, last year Canada received some 2.3 per cent of all French investment abroad. French investors controlled assets estimated at C\$3.3 billion in Canada in 1983. This was 2.3 per cent of all foreign assets in Canada and placed France fourth among foreign investors behind the United States, Britain and the Netherlands.

The assets of non-financial French companies established in Canada are present in most sectors of the economy, including mining, construction, business, services, manufactured products and EDP. Among the major French companies significantly involved in Canada are P echiney, AMC/Renault, Lafarge Cements, Michelin and Liquid Air.

Recent changes in French legislation pertaining to investments, designed to assist companies wishing to establish themselves abroad, have certainly influenced this global movement of investment away from France. But no doubt the French companies, attentive to market fluctuations, realize that a lack of business networks, affiliates and industrial establishments abroad, especially on the vast North American market, is a serious handicap to their business, and in order to develop they must have a permanent presence in the place where the competition is.

Thus in 1986, Canada, which at times has been seen as entry point from which to penetrate more effectively the North American

market, attracted nearly twice the amount of French industrial and commercial involvement than in 1985. At the same time the share of French investment devoted to other traditional trading partners declined.

## *Canadian Investment in France*

Direct Canadian investment in France was C\$346 million in 1985, or 0.7 per cent of all direct Canadian investment abroad, up 21 per cent from the previous year. Canadian companies with significant investments in France include Bata, Massey-Ferguson, Moore Corporation, Polysar, Alcan and Inco. More recent investments in France include those by Canadian companies such as McCain Foods Ltd. (potato processing), Tridon Ltd. (auto parts), Cognos (software) and Cascades (cardboard and paper).

New measures have been taken, mainly since May 1986, which should encourage foreign investment in France. Price controls are gradually being eliminated, employment legislation will be modified, the rate of taxation on corporations will be lessened, and there will be more flexible rules for borrowing money in foreign currency.

With these incentives, coupled with the more flexible regulations now being introduced and the privatization of several state-owned corporations in France, there may be an increase in Canadian investment in France, in the medium-term.

The importance of French investment in Canada is illustrated by the fact that there is four times as much French investment in Canada as Canadian investment in France.

## SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION

Increasingly, scientific and technological cooperation between France and Canada is characterized by similar national policies proposing technological development as the object of bilateral cooperation.

The France-Canada Joint Scientific Commission, which met in Vancouver in May 1986, underscored the importance of scientific and technological research in economic development. Priority and prospective areas were identified for cooperation. These included biotechnology, space technology and oceanography on the one hand, and information technology, Arctic technologies and new materials on the other. The Science and Technology Cooperation Program, for which the Commission is responsible, has been adjusted to accommodate exchanges of researchers and exploratory missions for the purpose of technological development.

Research and development cooperation and technology transfers (patents, licences and expertise) between French and Canadian companies were the subject of an economic and industrial cooperation agreement between governments, concluded in January 1987. This agreement will involve a number of departments and agencies in the task of forming closer ties between companies, including, on the Canadian side, the Department of Regional Industrial Expansion and the National Research Council.

The Technology Inflow Program of the Department of External Affairs was created in 1985 to meet the need for financial assistance among Canadian companies wishing to explore the possibility of transferring French technology to Canada. This year, a technological development officer position was created at the Canadian Embassy in Paris, to more efficiently meet Canadian requests for French technology.

Last November, a group of about 10 Canadian business leaders accompanied Regional Industrial Expansion Minister Côté to France to explore the possibilities of research and technological development cooperation with French companies in the context of the European EUREKA program. The Canadian mis-

sion received a warm welcome from the French government and business leaders. In the context of EUREKA, a \$3.5 million subsidy has been given by the Canadian government to Calmos Systems of Kanata, Ontario, a company specializing in micro-electronics technology, to help it reach an agreement with the Pan-European consortium ES-2, of which the Bull company of France is part.

Space continues to be a priority sector for technological cooperation between France and Canada. For example, Anik-E1 and E2, the next two Canadian communication satellites, will be launched in 1990 by French Ariane-4 launching vehicles, in accordance with the agreement of April 1987 between Telesat Canada and Arianespace. Canada is also participating in preliminary studies for the Hermes space shuttle, initiated by France and now being continued by the European Space Agency.

---

# CANADA-FRANCE MARITIME RELATIONS

---

There are two key issues involved in maritime relations between Canada and France: the first relates to fisheries quotas for France in Canadian waters, taking into account the 1972 Fisheries Agreement, and the second, concerns the maritime boundary dispute off the southern coast of Newfoundland and St. Pierre-Miquelon, including the serious overfishing taking place in that area. The issue of overlapping claims became more significant in 1977, when Canada adopted a 200-mile fishing zone off all its coasts, and France established an exclusive economic zone south of St. Pierre-Miquelon.

The close relationship between these two issues stems mainly from the fact that Canada considers the quotas allocated to France in the disputed zone to meet Canadian obligations under Article 2 of the Agreement. France, on the other hand, argues that these quotas relate to the French economic zone around St. Pierre-Miquelon and therefore have no validity. Only by a delimitation of the maritime boundary can this matter be resolved.

On the basis of its maritime claim, which Canada rejects, France has recently considerably increased its catch in the disputed zone to the detriment of conservation and fish stock management. Canada, the coastal state, allocated to France a quota of 6,400 tonnes of cod for 1987 in North West Atlantic Fisheries Organization (NAFO) zone 3Ps, which is consistent with previous Canadian allocations in this area. However, France has systematically exceeded these allocations and, for 1986 and 1987, set its own annual quota at 26,000 tonnes of cod. In response to such overfishing, which is having serious economic repercussions in Newfoundland, Canada decided last March to ban French trawlers from Canadian ports, except in cases of emergency, and to close the French fishery in zone 3Ps. Nevertheless, because of the overlapping claims, this latest decision is being enforced only in the undisputed part of 3Ps.

In order to resolve, once and for all, the basic difference over delimitation of the maritime boundary, and in view of the failure to reach a negotiated settlement, the parties signed

an agreement on January 24 of this year setting out a program for negotiations in 1987. It provided for: negotiations in order to reach a specific agreement, or *compromis*, the purpose of which will be to set forth the terms and conditions for a compulsory international judicial settlement of the boundary dispute and to set it in motion, and for negotiation of temporary fisheries arrangements for the period 1988-91, during which time the legal proceedings concerning the maritime boundary will be taking place.

Canada earnestly wishes to reach agreement on a *compromis* and a temporary fisheries arrangement at the negotiations initiated earlier this year on terms satisfactory to both parties. A solution will make it possible for judicial settlement of the boundary dispute once and for all, and will facilitate mutually-acceptable fisheries relations in the meantime.



## VENICE ECONOMIC SUMMIT

The next Economic Summit meeting of the leaders from the seven major industrial nations and the representatives of the European Community will be held in Venice, June 8-10, 1987. Annual meetings of leaders are the most visible element of a broader process of international consultation in the discussion of global economic issues, and Canada and France are major players. Summits are closely linked to work undertaken in other international fora including the Group of Seven (G-7) Finance Ministers, the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). These institutions are the means by which governments seek to influence and manage an increasingly interdependent world economy.

President Mitterrand's visit to Canada will occur after the annual OECD Ministerial meeting, May 12-13 and just prior to the Venice Summit. It thus presents an excellent opportunity for consultations between President Mitterrand and Prime Minister Mulroney on international economic issues.

Since the Tokyo Summit, there has been some progress on a range of key international economic issues. At Punta del Este, Ministers agreed on the launch of the next round of Multilateral Trade Negotiations (MTN) within the GATT. The Uruguay Round will be the most ambitious of the seven rounds held to date. The first meeting of the G-7 Finance Ministers was held in New York in September 1986, and this has been followed by meetings in Paris on February 22, 1987 and most recently in Washington on April 8, 1987.

The outlook for a broad consensus on major economic issues at Venice is somewhat mixed. The world economy, although still growing, is showing signs of slowing down. On the positive side, inflation has remained low and there has been a significant and generally helpful realignment of exchange rates. Despite some recent increases in North America, interest rates are generally lower than a year ago. Unemployment, while declining in Canada,

remains high in several Summit countries, particularly in Europe.

Canada will work to ensure that there is continuing strong commitment by leaders at Venice to resist protectionism and to ensure that the new MTN round under way in Geneva has a positive and early outcome. Of priority will be the objective of strengthening the GATT system and increasing its credibility through a series of measures including reinforcing the dispute settlement mechanism. Increased ministerial involvement is also a priority objective.

Agriculture will again be a major topic of discussion at Venice. The problems of over-production and subsidization are such that Summit governments are compelled to seriously address the issue in the months ahead.

At the Summit, leaders will also discuss major political issues such as East-West relations, terrorism and issues such as Afghanistan, Kampuchea, the Middle East and Central America. Canada attaches particular importance to an in-depth discussion of South Africa, with the possibility of a follow-up process being adopted in the Summit grouping.

Other issues will include cooperation in science and research, education and the AIDS pandemic.

---

# *SUMMIT OF HEADS OF STATE AND GOVERNMENT OF COUNTRIES USING FRENCH AS A COMMON LANGUAGE*

---

*Quebec City, September 2-4, 1987*

The success of the Quebec City Summit will be gauged according to the way in which it affirms and refines the political cooperation that began in Paris, and the plans for concerted action made on the basis of that cooperation.

To achieve this, the same mechanisms of organization and preparation used at the Paris Summit have been put in place. Modifications have been made to accommodate Canada's tripartite involvement in *La Francophonie*. Thus a national organizing committee is in charge of the logistics of the event. This Committee is chaired by Canadian Ambassador to France Lucien Bouchard, the Personal Representative of Prime Minister Mulroney. The Deputy Chairman is Quebec General Delegate to France Jean-Louis Roy, the Personal Representative of Premier Robert Bourassa. Mr. Normand Martin, the New Brunswick Deputy Minister of Education, represents that province's government.

The structures required for the Summit are to be put in place and supervised by a joint Executive Secretariat.

On the international level, a committee of personal representatives ("sherpas"), also known as the International Preparatory Committee, is responsible for setting up the agenda and determining what subjects will be brought before the Heads of State and Government for discussion. The committee will be chaired by Canada, with France and Quebec providing the deputy chairmen. To date, the intense participation by the countries invited has given outstanding proof of the degree of interest in the Summit. Discussion will follow the two-pronged approach used in Paris: first the agenda will deal with current issues of international politics and world economy, and then with questions relating to cooperation and the Francophone institutions.

The basic objectives that Canada intends to pursue are geared to gaining recognition for the Summit as a major forum for political and economic dialogue and cooperation among Francophone leaders. Steps will also be taken to

enhance cooperation among countries using French to achieve goals of common interest, coupled with effective, concrete and achievable actions in a truly multilateral vein, in other words, to develop an effective partnership among all Summit countries in dealing with the matters at issue.

---

## KEY INTERNATIONAL ISSUES

---

---

Canada and France share similar international concerns and, not surprisingly, their views on many current questions converge. The two countries consult frequently at both the political and official level and, from time to time, they co-sponsor common initiatives.

There are a number of subjects that are regularly discussed in high level meetings: disarmament and arms control, multilateral trade negotiations, Central America, the Middle East and terrorism.

### *Arms Control and Disarmament*

As Allies, Canada and France approach defence and security-related issues with a shared set of concerns and understandings about the global security environment.

Canada has consistently held the view that the existing arms control regime should be upheld until such time as agreement is reached on an improved regime of strategic arms control.

While Canada has supported US research into space-based anti-ballistic weapons systems, viewing such research as prudent in light of continuing Soviet activity in this area, we have not signed a government-to-government agreement with the United States on SDI.

The Government of Canada has strongly supported the American negotiating position at the Nuclear and Space Talks (NST) in Geneva. We are encouraged by the determination being demonstrated by both the US and the Soviet Union to build on the progress that was made at the meeting between President Reagan and General Secretary Gorbachev in Iceland last year. As significant reductions in ballistic missiles would have implications for Canada insofar as they could result in greater reliance on bombers and cruise missiles, Canada is following the Geneva NST with particular attention. Canada has welcomed the recent Soviet proposal for a separate agreement to eliminate intermediate-range nuclear forces (INF) in Europe, and the tabling of an Ameri-

can draft agreement on INF in Geneva. Important issues concerning verification and short-range INF remain to be resolved.

Canada has been an active participant in multilateral fora addressing conventional arms control. We are actively engaged in the preliminary discussions now under way in Vienna among the NATO nations and the Warsaw Pact, which are aimed at consideration of a mandate for new comprehensive arms reductions negotiations covering the whole of Europe. Concurrently, in Vienna, the Conference on Security and Cooperation in Europe follow-up meeting is discussing security issues and confidence-building measures.

Canada is also active in the negotiations at the Conference on Disarmament in Geneva aimed at concluding a comprehensive, verifiable ban on chemical weapons.

### *Multilateral Trade Negotiations (MTN)*

The GATT Contracting Parties, which includes Canada and France, met at Punta del Este, Uruguay, this past September and launched a new round of Multilateral Trade Negotiations (MTN). It will establish the rules for global trade into the 21st century. The MTN represents both a challenge and an opportunity for Canada to find forward-looking solutions to the current and emerging problems facing the international trading community. Canada approaches the Uruguay Round with a sense of urgency, determined to fight protectionist trade and to restore the momentum towards further trade liberalization.

Canada is determined to play a constructive role in the MTN to lower global trade barriers and create more transparent and effective rules of the game. All of Canada's significant trade partners, including France, will participate in this multilateral round. Thus the MTN can serve to enhance Canada's trade relations with all trade partners.

## *International Debt*

The outstanding external debt of developing countries exceeded US \$1 trillion at the end of 1986. Most of the external debt of the large debtor countries is owed to commercial banks and other private creditors.

The external debt of the least developed countries, particularly of certain countries in sub-Saharan Africa, poses a number of unique problems requiring special attention because of the limited debt-service capacity of these countries. Moreover, since the level of indebtedness of these countries is relatively small in absolute terms (approximately US \$85 billion for all sub-Saharan Africa), the situation has often received less attention than it deserves. Most of the debt of the poorest countries is owed to governments and international financial institutions. Canada is particularly concerned about the problem of the poorest countries.

While much effort has been directed at alleviating the debt problem, progress has been tentative. Potential financial crises have been successfully averted and the systemic threat to the world financial system, while still present, has been reduced considerably. Several of the most heavily indebted countries have implemented strong adjustment programs, crucial to restoration of their credit worthiness. The World Bank and the International Monetary Fund have played key roles in assisting debtor countries. The Paris Club group of official creditors and commercial banks have supported debtor countries in their adjustment programs, through debt rescheduling and new financing. Finally, the decline in international interest rates over the past two years has also contributed in an important way to alleviating the large debt burden confronting many developing countries.

However, the progress made during the past 18 months in the implementation of the debt strategy vis-a-vis the middle-income debtors has been uneven. The sluggish growth in the world economy and the persistence of low commodity prices have hampered the effectiveness of the strategy. It is apparent that the

current debt strategy needs to be re-energized.

The debt strategy put forward by US Treasury Secretary James Baker in October 1985 remains the most comprehensive approach for dealing with the debt problem. The Baker initiative is built on the case-by-case approach to the debt problem. Specifically, the Baker initiative emphasized the essential need for: the implementation by debtor countries of economic policy reforms; a continued central role for the IMF and an enhanced role for the multilateral development banks, particularly the World Bank; and increased lending by commercial banks.

While most debtors and creditors continue to accept the Baker framework, in the future, attention must increasingly be focused on improving its implementation. Among the major challenges that lie ahead are: promoting greater action by creditor governments and international financial institutions in providing financial resources for growth and adjustment; engaging commercial banks more effectively in providing financing to debtor countries which implement appropriate adjustment programs; and, providing incentives to debtor countries to reinforce successful economic adjustments.

## *The Agricultural Crisis*

In recent years, world farm production has increasingly outstripped demand with the result that stocks have been growing and world market prices declining. The situation affects most major internationally-traded agricultural commodities. Since 1981, stocks have increased by 85 per cent and are now equivalent to two years world trade volume and, world wheat prices have fallen by almost one-half.

The financial position of farmers exposed to low world prices has suffered seriously. Costs of farm support programs have increased considerably and constitute a major charge against countries' treasuries.

The underlying causes of the problem are high on the international agenda. The main cause is recognized to be the incentive to over-

produce which farmers receive from farm support programs. Price and income supports to farmers accounted for over 80 per cent of total government assistance to agriculture in OECD countries. The gap between world prices and domestic support prices has widened sharply in recent years.

This situation has been aggravated during the last decade by the slowdown of demand related to world economic developments and further increases in supply arising from technological advances in developed countries, and expanded production in some developing countries.

Some farm policies stand out as being particularly damaging to the world agricultural economy. In 1977, the European Economic Community (EEC) experienced a cereals deficit of 24 million tonnes. High farm support prices have transformed this into a surplus of 14 million tonnes in 1986; a change of 38 million tonnes in the net cereals trading position of the EEC in less than a decade. Recent changes in US policies too, have had a dramatic impact on world market prices, for grains in particular. The US has significantly stepped-up its use of export subsidies. This tends to drive world prices down even further to levels below US market prices.

The agricultural crisis has been receiving increased political attention in all countries, as is evident from:

- the inclusion of agriculture, at Canada's request, at the Economic Summits in both 1986 and 1987;
- the Canadian initiative of instituting regular meetings of the ministers of the major wheat exporting countries;
- the creation by Australia (1986) of the "Cairns Group" of agricultural exporters;
- the inclusion, for the first time, of *all* agricultural policies affecting trade, in the new General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) round of Multilateral Trade Negotiations launched last September in Uruguay;

- the publication of a major OECD study on the impacts of agricultural policies on trade.

## *South Africa*

Canada has not remained passive in the face of the denial of basic human rights to the great majority of South Africans. The deterioration of the internal situation in South Africa, and the general increase of tension in the entire region of Southern Africa, have become a focus for the attention of Canadians in the last two years. In concert with Commonwealth countries, Canada has applied a series of sanctions and measures to clearly demonstrate our opposition to apartheid and to encourage peaceful change in South Africa.

Measures adopted by Canada in support of peaceful change in South Africa have been positive, i.e., in support of the oppressed majority in South Africa and of South Africa's neighbours who are suffering indirectly from the internal situation in South Africa, and negative, i.e., in the nature of economic or other types of sanctions.

Sanctions in themselves are neither desirable nor necessarily effective; they are, however, the only instrument available for impressing upon the South African authorities the Canadian government's view that the need to achieve real progress in removing obstacles to basic human rights for the majority of South Africans is urgent. Canada's approach is one of steady and increasing pressure, in conjunction with the widest possible international consensus.

France, for its part, has also adopted a series of measures to demonstrate its opposition to apartheid. Most recently, France has implemented further measures agreed to by the European Communities in September 1986.

During his recent visit to Africa, Prime Minister Mulroney made a commitment to provide more aid, through bilateral and multilateral channels, to the Front Line States. This measure is aimed at reducing their dependence on South Africa. The Prime Minister also indicated that Canada does not expect South

Africa's neighbours to impose sanctions, given their extreme economic dependence on South Africa.

In hosting the French-speaking countries Summit (41 states) in Quebec City in September 1987, and the Commonwealth Heads of Government Meeting (49 countries) in Vancouver in October 1987, Canada will continue to provide a leadership role on this issue.

### *Central America*

Canada's approach to the situation in Central America has been based on support for the Contadora process, the Latin American effort to resolve the regional crisis by discussion and negotiation. Despite the lack of significant progress, Canada has maintained its strong support for Contadora as the best means of achieving a regional settlement. Canada opposes third-party intervention and the promotion of armed insurgency anywhere in Central America. We have expressed this view on numerous occasions to all governments concerned.

A peace plan proposed by Costa Rica has led to a resumption of dialogue between the Central America countries. The five Central America presidents will meet in Guatemala in June to discuss the Costa Rican proposal, which has received the support of the Contadora and Support Groups.

Canada maintains a substantial program of development assistance to Nicaragua, (\$40 million over the past 5 years) the second largest recipient of Canadian assistance in Central America.

Canada has given no military aid to any country in the region.

### *The Middle East*

Canadian policy is to bring a fair-minded perspective to Middle East problems and devise practical contributions toward their resolution.

In the Arab-Israeli dispute, the requirements of a durable peace are the firm establish-

ment of Israel's right to secure and recognized boundaries and the recognition of the legitimate right of the Palestinians to a homeland in the West Bank and Gaza Strip.

It is essential that there be direct negotiations between the parties to the dispute and that there be international support for these negotiations. Canada accepts the principle of an international conference which could be a mechanism for progress in the peace process, provided the framework is accepted by all concerned.

Canadian priority lies in making practical contributions in support of the efforts of leaders who are willing to take risks for peace, as in the meetings last year between then Israeli Prime Minister Peres, President Mubarak of Egypt and King Hassan of Morocco, or the responsible leadership of King Hussein of Jordan. Canada has taken the following concrete steps: granting substantial levels of aid to Egypt and Jordan as important moderates; establishing development assistance programs in the occupied territories; supporting human rights; and participating in three of the regional peace-keeping organizations, most recently in the Multinational Force and Observers (MFO).

Canada has made emergency contributions through international organizations and non-governmental organizations to assist those most directly affected in Lebanon. We also made several representations in Syria and Lebanon to those best placed to lift the siege or at least to permit relief supplies to reach the camps. Canada has joined in international relief efforts in Lebanon, most recently through special contributions to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees, the International Committee of Red Cross and the Middle East Council of Churches. We seek to encourage a political solution based on national reconciliation.

Canada withdrew its ambassador to Syria in protest because of the proof in court cases of official Syrian complicity in the terrorist attacks on civilian targets in the UK and the FRG. He was returned to Damascus four

months later carrying a stern message to the Syrian authorities about terrorism.

Canadian relations with Jordan have deepened in the past year with Mr. Clark visiting the country in April 1986 and Jordan subsequently becoming eligible for CIDA program assistance. At the same time, the Petro-Canada International Assistance Corporation initiated a two-year \$19.1 billion program to assist Jordan with seismological studies in its hydrocarbon development strategy.

Canada has embargoed arms sales to the belligerents in the Iran-Iraq conflict, strongly supported international efforts to promote a negotiated settlement, and made approaches to both sides, urging them to undertake conciliatory measures and respect international humanitarian law.

### *International Terrorism*

Canada pursues a policy of broadening its cooperative anti-terrorism contacts directly, with France and other like-minded countries, and in multilateral fora such as the United Nations General Assembly. Priority is accorded to facilitating the counter-terrorism work of representatives of the countries of the Economic Summit, of which Canada and France are members.

The potential of Canada's cooperation with the countries of the European Community was enhanced in Brussels in April when the Solicitor General, Mr. James Kelleher, met with his Belgian, British and Danish counterparts who represented the Trevi Group of European Community Ministers of the Interior and Justice. France has lent its support to the Canadian initiative on airport security, introduced at the International Civil Aviation Organization (ICAO) in Montreal last year, which would broaden the extradite-or-prosecute regime for persons committing acts of violence at international airports.

---

## FRANCE-FACT SHEET

---

<b>Type of Government</b>	Presidential system, Parliamentary democracy, universal suffrage
<b>Head of State</b>	President François Mitterrand
<b>Head of Government</b>	Prime Minister Jacques Chirac
<b>Minister of Foreign Affairs</b>	Jean-Bernard Raimond
<b>Minister of State with responsibility for the Economy, Finance and Privatization</b>	Edouard Balladur
<b>Minister-Delegate to the Minister of the Economy, Finance and Privatization with responsibility for Foreign Trade</b>	Michel Noir
<b>Area (sq km)</b>	549,000
<b>Percentage of land use</b>	Agriculture 57.5 per cent Woodland 25.0 per cent Other uses 17.5 per cent
<b>Population</b>	56.2 million (1985)
<b>Population density (per sq km)</b>	100 (Canada 2)
<b>Capital</b>	Paris
<b>GDP</b>	FF4920 billion (first 6 months of 1986) FF4738 billion (1985)
<b>Inflation rate</b>	1987 (2.5 per cent- 3.0 per cent forecast) 1986 2.1 per cent 1985 4.7 per cent 1984 6.7 per cent
<b>Unemployment rate</b>	1987: 11.25 per cent (forecast) (1986) 10.4 per cent
<b>Central bank rate</b>	9.5 per cent (1986)
<b>Savings rate</b>	18.0 per cent (of GDP) - 1985
<b>Investment rate</b>	18.9 per cent (of GDP) - 1985
<b>Annual productivity increases</b>	3.1 per cent (1984)
<b>Currency</b>	FF4.63 C\$1.00 (March 1987)
<b>Trade (1986)</b>	Total value of exports: US \$124.9 billion Total value of imports: US \$129.4 billion



<b>Total value of exports to Canada (C \$ 000)</b>	1986 1,584,046
	1985 1,373,222
	1984 1,218,786
	1983 840,977
<b>Main products</b>	Motor vehicles, wine and liquor, tires and books and printed matter, steel bars and rods, organic chemicals, specialized industrial machinery.
<b>Total value of imports from Canada (C \$ 000)</b>	1986 959,102
	1985 714,337
	1984 700,746
	1983 626,034
<b>Main products</b>	Wood pulp and similar pulp, fresh or frozen fish, iron ores and concentrates, lumber, inorganic chemicals, aircraft engines and parts, office machines and equipment, telecommunications equipment.
<b>Percentage breakdown of Canadian exports to France (1985 in billion FF)</b>	Live animals 0.1
	Food, feed, beverages and tobacco 13.7
	Raw materials, inedible 27.0
	Fabricated products, inedible 31.1
	End products, inedible 21.8
	Special transactions, trade 0.2
<b>Principal customers in France (1985) in billion FF</b>	Federal Republic of Germany FF 130.5
	Italy FF 95.4
	United States FF 75.4
	Belgium/Luxembourg FF 74.0
	United Kingdom FF 71.6
<b>Principal suppliers of France (1985) in billion FF</b>	Federal Republic of Germany FF 159.1
	Italy FF 96.8
	Belgium/Luxembourg FF 82.3
	United Kingdom FF 79.1
	United States FF 73.3
<b>Canadian investment in France</b>	\$346 million (1985)
<b>French investment in Canada</b>	\$1.4 billion (1985)
	1.7 per cent of all French direct investment abroad.